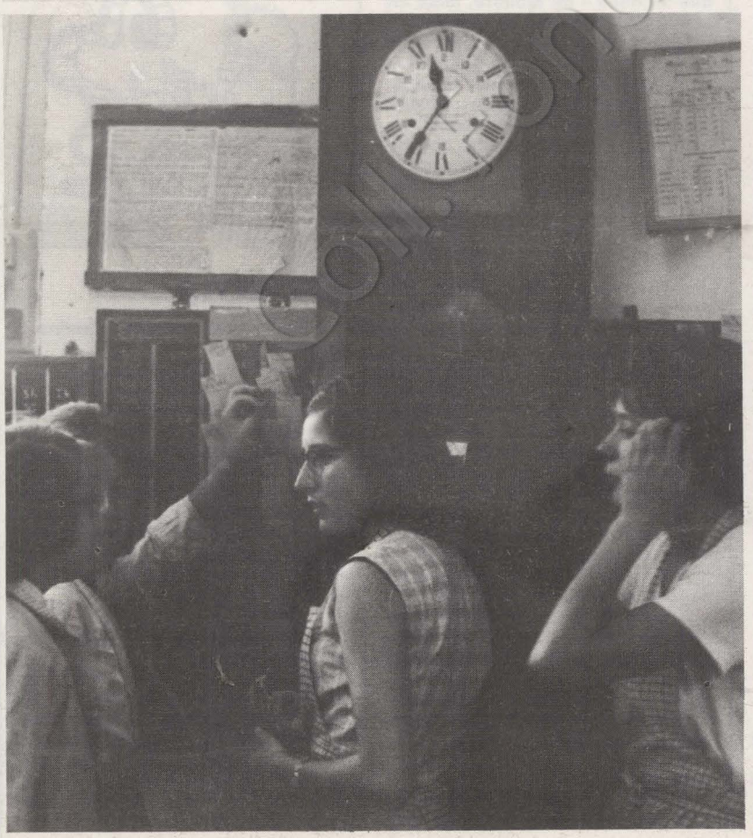
l'unité

N° 64 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 11-17 mai 1973



Un document de la C.f.d.t.

SANTE A VENDRE





Collection Jean Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Jean Anglade : Une pomme oubliée (Julliard).**

La télévision nous a récemment conté l'histoire de Matilde, vieille paysanne isolée dans un hameau déserté par la jeunesse. Jean Anglade met sa technique d'écrivain au service de la terre pour donner à la littérature la vie de cette Matilde.

*** Jean-Marie Le Clézio : Les géants (Gallimard).**

Entreprenant la description, côté enfer, d'un supermarché nommé « Hyperpolis », l'auteur nous conduit au cœur de ses souvenirs, côté paradis, de ceux de Swift et de Dos Passos.

SOCIETE

*** Casamayor : Les juges (Le Seuil).**

L'évolution de la Justice à travers ses acteurs : les juges. Tout homme de robe ne s'appelle pas Pascal. Que cache la discrétion coutumière de cette caste ? Fonction effacée ou rôle entravé ? S'il ne répond pas à tout, ce livre pose quelques questions nécessaires.

*** Mijolla et Shentoub : Pour une psychanalyse de l'alcoolisme (Payot).**

Freud n'a qu'incidemment parlé des alcooliques. Ce livre comble un manque. Et entend atteindre un but : que les alcooliques ne soient plus exclus de la société.

*** Eibl-Eibesfest : Les antidotes de l'agressivité (Editions Meunier).**

« La lutte pour la vie n'exclut pas une indispensable douceur de vivre ». Un biologiste autrichien le démontre en rappelant que, de façon innée, nous avons certaines « tendances naturelles à l'apaisement »... tout comme les bêtes. Ainsi remarque-t-on chez les animaux : la toilette mutuelle, les frottements de nez, l'échange de nourriture, les claquements de lèvres, etc. Et pour l'espèce humaine : les sourires, les baisers, les saluts et les politesses.

*** Radiographie du sport français (Calmann-Lévy).**

De quoi souffre le sport français ? S'interroger ainsi, c'est aussi apostropher les réalités socio-économiques de la société dans laquelle nous vivons. L'angle de ce livre, intéressant a priori, décevra beaucoup : leurs auteurs, journalistes à « l'Equipe », n'ont peut-être pas pour habitude de serrer une analyse politique...

POLITIQUE

*** Edgar Snow : La longue révolution (Stock).**

Le titre lui-même l'avoue : plutôt que faire de l'Histoire et de « l'écriture-bilan », l'auteur veut actualiser et polémiquer sur la Chine de Mao. Ce livre (posthume) est le troisième d'une série désormais célèbre : « Etoile rouge sur la Chine » et « La Chine en marche » étaient les deux premiers volets de cette trilogie.

*** Robert Dahl : L'analyse politique contemporaine (Robert Laffont).**

*** Robert Dahl : Après la révolution (Calmann-Lévy).**

A renfort de citations d'Aristote, Platon, Rousseau et Tocqueville, un Américain égrène des vérités dignes de La Palice : la politique est bouleversée par le développement économique... Marx, connais pas ! Et de délirer à partir de ces « découvertes » en s'appuyant sur la très discutable notion de « produit national brut par habitant ». Quoi d'étonnant si ce monsieur nie l'existence des classes sociales et des conflits d'intérêts ? A force de confusions de termes — sur l'autogestion, notamment — il esquisse, sans l'avouer, une défense et illustration du capitalisme.

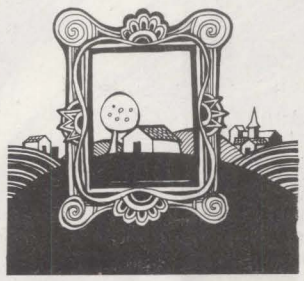


Disques

JAZZ

*** « A rare live recording of Billie Holiday » (Storyville 21.012).**

Il est en train d'arriver à Billie Holiday ce qui s'est passé au cinéma pour Bogart : elle devient un mythe — le film inspiré par elle va arriver en France — et les mythes, ce n'est pas toujours très sain. Il faut donc se hâter de s'imprégner de l'original. Ici, c'est la Billie des années 50, déjà guettée par la mort, mais plus prodigue que jamais de sa belle voix blessée. Et de ce subtil poison qu'elle verse bien sûr dans ses sombres classiques (My man, Strange fruit, etc.), mais aussi jusque dans les interprétations « enlevées » qu'elle lance au public de cet enregistrement effectué dans un club de Boston.



Expositions

*** Musée du Petit Palais : L'art chinois.**

Les quatre cents pièces exposées proviennent de fouilles effectuées au cours des vingt dernières années ; elles sortent pour la première fois de Chine. Les objets sont classés chronologiquement, de « la nuit des temps » à la fin de l'Empire chinois : époque néolithique, période esclavagiste, période féodale, dynasties Tang et Song, époques Yvan et Han. Une rétrospective qui a les mêmes qualités que celle organisée, il y a deux ans, autour de Toutankhamon.

*** Musée Cantini (Marseille) : Christian Bérard.**

Un décorateur de théâtre bohème, dévoré par l'existence. Il mourut en 1949 au cours d'une répétition des « Fourberies de Scapin » montées par Jean-Louis Barrault. On retrouve avec émotion ses maquettes, celles qu'il fit pour Jouvet ou Cocteau. Ont été ajoutés quelques portraits, où se lit la même force que dans les scénographies.

*** Centre culturel de Brétigny-sur-Orge : Promenade dans l'art contemporain.**

Un choix très représentatif de la peinture et de la sculpture actuelles : Adam, Bury, Calder, Cristoforou, Le Yaouanc, etc...



Théâtre

PARIS

*** Comédie française : « L'Ecole des femmes » de Molière, mise en scène de Jean-Paul Roussillon.**

Oubliée depuis des années, cette pièce connaît un regain d'attention à l'occasion de l'année Molière. Gabriel Monnet, à Nice, en a récemment signé une remarquable version. Jean-Paul Roussillon, spécialiste des « modernisations » manquées, réussira-t-il à rendre sa force explosive à cet exercice de style moins anodin qu'on ne le croit généralement ?

*** Théâtre des Deux Portes (46, rue Louis-Lumière, 20e) : « Le Scarabée d'Or » d'Edgar Poe, par le Groupe Signes.**

A la traduction de Baudelaire, les corps et les voix des comédiens superposent une dimension scénique. Ajoutant une « partition de bruits » et des collages de textes de Flaubert, de Mallarmé et de Marx, ils composent « l'opéra d'une lecture ».

*** Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : « La nuit d'Ulysse » d'après James Joyce, mise en scène de Stéphane Meldegg.**

Bordels et bastringues à dix sous dans les nuits de Dublin. Démence d'un dictateur nommé Bloom. Drôleries et vicissitudes d'une réalité insaisissable : le roman « Ulysse ». On attent beaucoup de cette transposition scénique.

BANLIEUE

*** Centre éducatif et culturel d'Yerres : « Les voix insoumises de l'Espagne », un spectacle de Viviane Théophilidès.**

Une « petite chronique itinérante de trente-cinq années de paix » dans l'ombre de Guernica. Ce spectacle pourrait bien dissuader quelques-uns d'aller passer leurs vacances en Espagne...

*** Festival du Printemps (Lyon) : Rencontres internationales du théâtre actuel. Organisées du 9 au 19 mai par le Théâtre du Tournemire (29, avenue de Ménival - Lyon 5e, tél. : 25.00.58).**

Des troupes françaises : Théâtre de l'Utopie, Compagnie Yves Lorelle, Grenier de Bourgogne, Action poétique de Montpellier, Théâtre occitan d'Auch, Théâtre universitaire de Lyon, Groupe Abscisse 8 de Maisons-Alfort. Et, surtout, des troupes étrangères en provenance du festival de Nancy : les Espagnols du Theatro Tabano, les Polonais du Teatr Stu, les Marocains de la Compagnie Tayeb Saddiki, les Suisses du Théâtre mobile de Genève, les Italiens du Collectivo teatrale de Rome, les Chiliens du Grupo Aleph, les Brésiliens du Pao e Circo de Sao Paulo, les Anglais du R.a.t. Theater, le Péruvien Jorge Acuna Paredes. Bref, la cité des Canuts envahie par le théâtre.

MUSIC-HALL

*** Théâtre de la Ville : Gisela May (jusqu'au 19 mai, à 18 h 30).**

Depuis des années elle promène les chansons de Brecht à travers le monde. A Berlin-Est, un théâtre lui est réservé en permanence. A Paris, elle vient chanter des extraits de « Happy end » (Brecht et Weill), de « L'Opéra de quat'sous » (Brecht et Weill), de « Mère Courage » (Brecht et Dessau), de « Schweik » (Brecht et Eisler) et de « La bonne âme de Sé-Tschuan » (Brecht et Dessau) ; et des songs de Brecht et Eisler dont la « Ballade de la femme et du soldat » et « Le chant de la paix ».



Cinéma

*** Mohamed Lakhdar-Hamina : Décembre.**

Honte aux distributeurs français : « Décembre » n'est que le 3e film algérien diffusé en France en circuit commercial ; et le nouveau cinéma d'outre-Méditerranée est encore inconnu ici. Ne serait-ce que pour cela, il faut saluer la dernière œuvre de Lakhdar-Hamina : malgré ses défauts et sans avoir la force de son « Vent des Aurès », c'est un film extrêmement attachant, dont « l'Unité » aura à reparler.

*** Anthony Mann : L'appât (The naked spur).**

En réédition, un western majeur du maître Anthony Mann il y a 20 ans. Parallèlement à l'actuel festival « Sur la piste du western » (Hawks, Fuller, de Mille, etc.) et en attendant le gigantesque hommage (32 films !) à John Ford, à partir de jeudi prochain.

Sommaire

4

Parti socialiste : 40 pages pour le militant

Les socialistes proposent

5

Deux livres sur le P.s.

6

Grèves : Chantage à Saint-Etienne

7

Agriculture : Réponse à Chirac, par Pierre Joxe

8

A contre-pied

9

Mœurs : La grand-messe contre l'avortement

10

Anniversaire : Les 25 ans d'Israël

12

Espagne : Plus à droite que Franco

13

Agrégation : Un super-bachotage 14 % de chances, ou zéro

15

Recherche médicale : A votre bon cœur

16

Théâtre : Cocktails Molotov à Nancy

18

Livres : Un observateur de l'Histoire

Un chant de gloire à la République

19

Télévision : Culture-minute

Télé-sélection

20

Document : Santé à vendre

24

Humeur : Un Druon bête et méchant, par Georges Fillioud

PHOTOS ET DESSINS
Gérald Bloncourt (pages 1-20-21) Carlos Brito (page 10) France-Match (page 11) Martin Fraudeau (page 16-17) Pierre Guéna (pages 4-5) Keystone (pages 10-11) Paul Schpilberg (page 19) Sabadel (pages 6-9-13-14) Teich (page 8) Vasco (pages 15-21-24).

Courrier

Lettre ouverte au ministre de l'Education nationale

« Si je prends aujourd'hui la liberté de m'adresser publiquement à vous, c'est à cause de la situation dramatique dans laquelle se trouve l'Université française dans son ensemble et à tous les niveaux.

Je ne suis pas de ceux qui confondent agitation et prise de conscience ou qui poussent les lycéens et les étudiants dans des actions extrémistes et dangereuses. J'ai toujours tenu aux jeunes le langage de la raison, sans démagogie ni complaisance. Cette attitude de respect de la jeunesse est difficile et, dans ma région, quelques jeunes m'ont parfois reproché de ne pas appuyer telle de leurs actions ; mais, dans leur immense majorité, je sais aussi qu'ils approuvent ma franchise.

Toutefois, pour être honnête, je dois hélas leur dire que l'égalité, l'équité sont bafouées au sein de votre ministère.

Vous leur déclarez publiquement : passez vos examens... Et, au sein même de votre ministère, il n'en est parfois tenu aucun compte...

Vous dites aux enseignants : ne refusez pas les inspections, sinon vous serez sanctionnés. Mais dans les faits, pour de nombreuses nominations, il n'est tenu aucun compte des notes professionnelles ainsi obtenues...

Dans vos discours, vous dites aux parents : l'Education nationale doit contribuer à faire régner plus de justice dans notre société. Or, les bourses scolaires sont un exemple d'injustice à peine croyable... Les fonctionnaires chargés de répartir les bourses ne font qu'appliquer les directives des cabinets ministériels. Et, dans toute la France, ces fonctionnaires sont écœurés — le mot n'est pas trop fort — par les injustices qui en découlent.

Autre exemple. Dans les services de l'orientation scolaire, des fonctionnaires intégrés en qualité de conseillers d'orientation sans la moindre condition de diplôme perçoivent avec la même ancienneté que leurs collègues diplômés — et parfois avec des notes professionnelles inférieures — des traitements de 30, 40, voire 50 % supérieurs !

Ces fonctionnaires ne possédant aucune qualification dans le domaine psycho-pédagogique, refusent — et pour cause — de pratiquer les examens psychologiques. De ce fait, les conseillers diplômés sont obligés d'effectuer des tâches supplémentaires, mais en étant pénalisés pécuniairement. Qui plus est, certains de ces fonctionnaires non diplômés ont été nommés, sans subir le moindre concours, inspecteurs de l'Education nationale. Ils auront ainsi à contrôler leurs anciens collègues dans l'exécution de tâches pour lesquelles ils se sont reconnus eux-mêmes incompétents ! Que dirait-on d'inspecteurs-chirurgiens, par exemple, chargés de contrôler l'exécution de diverses opérations mais qui ignoreraient tout de la médecine ?...

Progressivement, le favoritisme, source de corruption, se développe à l'Education nationale. L'arnarchie s'étend... Certes — et j'en prends bien volontiers acte — les mesures que je cite ont été prises par votre prédécesseur, mais elles sont irréfutables.

Plusieurs attitudes sont alors possibles :

1° Vous pouvez contester ces faits, mais alors il est de votre devoir de m'attaquer en diffamation — cela me permettrait, le cas échéant, de rendre publics certains documents ;

2° Vous pouvez aussi vous taire, mais, ipso facto, ce serait une confirmation de mes assertions et vous perdriez tout crédit auprès des parents et des élèves ;

3° Enfin, vous pouvez, attitude la plus conforme à la probité, faire disparaître rapidement les injustices signalées.

J'ose compter sur votre honnêteté pour que cette dernière hypothèse soit retenue, car je considère que la reconstruction du système éducatif français passe, de prime abord, par la cohérence interne et l'équité. Puisse-t-il en être ainsi pour l'avenir de notre jeunesse et de notre pays.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre... »

(Lucien Orsane, député suppléant, secrétaire fédéral du Parti socialiste de l'Aveyron).

Fondation Jean-Jaurès

40 pages pour les militants

Les 100 000 adhérents du Parti socialiste recevront dans quelques jours un volumineux numéro du « Poing et la Rose » : 40 pages serrées contenant l'ensemble des textes de motions et contributions diverses qui ont été déposées au niveau national, fédéral ou local pour le congrès de Grenoble des 22, 23 et 24 juin.

Cet envoi est, par lui-même, une innovation importante. Autrefois, les motions du congrès étaient diffusées par le canal d'un Bulletin intérieur qui touchait essentiellement les cadres du Parti. Cette fois, elles seront entre les mains de tous les adhérents recensés au fichier central, qui ont également reçu cette semaine un exemplaire des rapports d'activités des dix secrétaires nationaux. Beaucoup de militants se plaignent encore — et parfois avec raison — de la circulation insuffisante de l'information à l'intérieur du Parti. Il faut bien reconnaître que, cette fois, un effort sérieux a été fait.

L'ensemble des documents ainsi diffusés fait clairement apparaître l'évolution qui s'est produite dans le Parti depuis le Congrès d'Epinay en juin 1971. D'abord au niveau des effectifs : 87 fédérations départementales sur 98 ont réglé en 1972 plus de cartes d'adhérents qu'en 1971. Dans 37 départements, la progression est supérieure à 100 ; dans 13, elle dépasse 300, avec des bonds spectaculaires dans le Tarn, le Var, Belfort, le Maine-et-Loire, la Saône-et-Loire, etc. Les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Pas-de-Calais demeurent les trois fédérations les plus nombreuses, mais derrière elles 19 autres comptent entre 1 000 et 3 000 adhérents et 23 entre 500 et 1 000. Encore s'agit-il des chiffres arrêtés à la fin de 1972, ceux qui compteront pour déterminer le nombre des mandats au congrès, qui ne tiennent pas compte des milliers de nouvelles adhésions enregistrées pendant la campagne électorale et depuis.



Le Congrès d'Epinay en juin 1971.

Quant aux textes déposés et entre lesquels le Comité directeur du 23 mai tentera de rechercher une synthèse, ils ne correspondent plus aux clivages d'Epinay. Certes, chacun des courants de pensée a voulu directement ou indirectement exprimer son point de vue, mais en prenant soin d'éviter toute polémique. Et tous se rejoignent sur un certain nombre d'idées qui sont devenues monnaie courante : poursuite de la stratégie unitaire, approfondissement du programme commun, renforcement de la présence du Parti sur les différents terrains de lutte, développement de la formation des militants, etc.

Pas de polémique

Ces idées se retrouvent naturellement dans la motion « Pour un socialisme libérateur, un Parti socialiste responsable », signée de 170 noms, dont ceux de François Mitterrand et de sept autres secrétaires nationaux sortants, de Gaston Defferre, d'une vingtaine de membres du Comité directeur et de nombreux responsables départementaux, parmi lesquels beaucoup de nouveaux députés élus le 11 mars dernier.

Les socialistes proposent

A QUOI SERVENT LES DIPLOMES TECHNIQUES ?

A quoi bon un diplôme des Instituts universitaires de technologie, s'il n'est pas officiellement reconnu — ce que dénonce publiquement le recteur de l'académie d'Orléans ? De même, le ministre du Travail devrait-il insister auprès des professions pour que les mentions relatives aux diplômes professionnels — à commencer par le brevet de technicien supérieur (B.t.s.) — figurent dans les conventions collectives. Enfin, trop de travailleurs désireux de se consacrer à la formation permanente se sont vu — notamment au Centre d'études sociales de Paris I — refuser les bourses auxquelles ils avaient droit. (Questions écrites de André Lebon, Jacques-Antoine Gau et Jean-Pierre Chevènement).

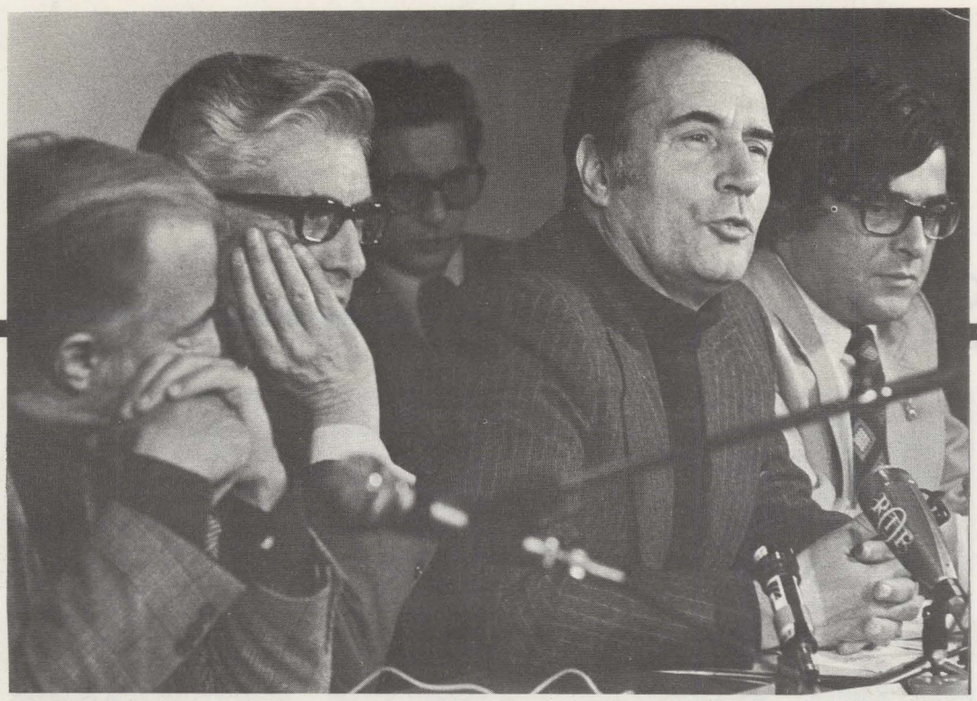
LA FRANCE MARCHAND DE CANONS

Pour la seconde fois, les socialistes demandent au gouvernement le montant exact des exportations de marchandises militaires, et leur répartition géographique. (Question écrite d'André Boulloche).

Dans ce même domaine, après les fracassantes déclarations faites « en qualité de catholique » par Hugues de l'Estoile, directeur à la D.m.a., mettant en cause le nonce apostolique comme représentant à Beyrouth d'une firme U.s. d'hélicoptères, on souhaite savoir si le gouvernement se sent engagé par les propos de ce haut fonctionnaire. (Question écrite de Louis Longequeue).

POUR LES PERSONNELS DE L'EDUCA« TION NATIONALE

Les socialistes réclament une revalorisation réelle des conditions d'emploi des inspecteurs départementaux de l'Education nationale et le reclassement indiciaire des inspecteurs d'enseignement technique, faute de quoi un tiers des postes continuera à rester vacant. De même, la fonctionnarisation du personnel ouvrier des Œuvres universitaires est, parmi d'autres, l'une des solutions proposées par les socialistes à la crise de cet organisme. (Questions écrites d'Albert Denvers, André Boulloche et Francis Vals).



François Mitterrand, dimanche dernier, au colloque de l'Institut d'études socialistes.

Cette motion comporte cinq parties :

— Bilan des deux années écoulées, qui montre que le mandat assigné à la direction élue à Epinay a été accompli.

— Exposé des conditions d'élargissement d'union de la gauche et du rôle propre du Parti socialiste dans cet élargissement et dans la prise de conscience des masses.

— Définition d'un « socialisme libérateur » fondé sur la responsabilité du travailleur dans l'entreprise et du citoyen devant les pouvoirs.

— Mise en œuvre d'un nouvel internationalisme fondé, d'une part, sur la construction d'une Europe capable de résister à la pression économique américaine et, d'autre part, sur l'établissement de relations suivies avec les mouvements de libération nationale et les forces progressistes du monde.

— Fixation d'un objectif : celui de faire du Parti socialiste le premier parti de France en donnant la priorité à tout ce qui servira l'unité du Parti et réduira les excès des luttes de tendances.

Aucune de ces orientations ne suscite vraiment de contestation. Sur quoi porte alors le débat ? La motion « Pour poursuivre une bataille socialiste », signée notamment par Guy Mollet, Denis Cépède, Claude Fuzier, Ernest Cazelles, Jacques Piette, etc., se distingue surtout par son « maximalisme » dans la recherche de l'unité avec le Parti communiste : création d'une commission permanente avec le P.c.f., préparation dès maintenant des conditions de la candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1976, laquelle n'est pas même évoquée dans la « motion Mitterrand ».

Le bouillonnement

Le texte du Ceres, dont les auteurs (Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre, Didier Motchane, Gilles Martinet, Pierre Guidoni, Claude Gault, etc.) ont pris soin de préciser qu'il n'est pas une motion, est, en effet, davantage une réflexion sur les moyens d'amplifier dans les deux ans qui viennent la dynamique née d'Epinay, notamment dans le sens d'une transformation profonde des structures du Parti. Vœu qui rejoint celui de la « motion Mitterrand » qui veut voir — ce sera l'objet de la seconde session du congrès, prévue pour la fin de l'année — « le Parti s'appliquer à lui-même les exigences démocratiques qu'il propose à l'ensemble de la société. »

Quant à la contribution au débat versée par Alain Savary et vingt-cinq de ses amis, dont Pierre Beregovoy, André Boulloche, Pierre Desvalois, Jacques Gau, Robert Verdier, etc., elle ne semble rien contenir qui puisse laisser subsister un conflit insurmontable après le Comité directeur du 23.

Si l'on ajoute que Jean Poperen n'a signé personnellement aucun texte on peut se demander si l'on va vers un vote unanime à Grenoble. François Mitterrand a expliqué clairement dimanche au colloque de l'Institut d'études socialistes, qui a réuni pendant deux jours cent-cinquante militants dont beaucoup avaient appartenu à la Convention, le danger de l'unanimisme, source d'équivoque et de confusion. La nécessaire unité du Parti doit aller de pair, a-t-il souligné, avec un bouillonnement interne qui, au besoin, doit être suscité. En ce sens, l'existence de courants de pensée actifs et imaginatifs est une richesse dont le Parti socialiste perdrait beaucoup à se priver. A condition, bien entendu, qu'aucun d'entre eux ne se comporte en Etat dans l'Etat, ce que d'ailleurs comprendraient mal les nouveaux adhérents qui représentent aujourd'hui près du tiers des effectifs. On se comptera donc à Grenoble. Et pour un enjeu qui ne concerne pas que le seul Parti socialiste, mais la gauche tout entière.

ANTOINE VIOLET

Deux livres sur le P.s.

En deux ans d'existence, le Parti socialiste né au Congrès d'Epinay a déjà donné lieu à une abondante littérature. Aux innombrables articles publiés dans la presse française et internationale s'ajoutent désormais deux livres écrits par des responsables nationaux, donc à la fois témoins et acteurs de l'Histoire qu'ils racontent, et qui permettent de faire le point.

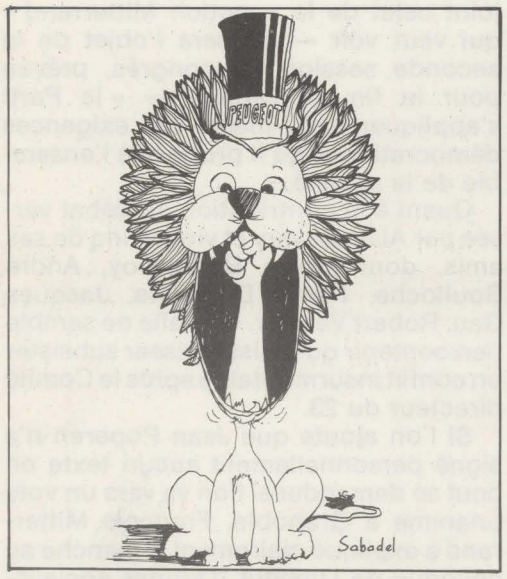
L'ouvrage de Pierre Joxe, préfacé par François Mitterrand (1), est, à vrai dire, moins un récit qu'une photographie de ce qu'est le P.s. aujourd'hui. Il ne consacre que quelques pages à « la longue marche des années 60 » pour s'attacher plus longuement à l'inventaire du parti, de ses militants, de ses structures, de ses moyens, de son programme. Responsable national à la formation, Pierre Joxe a voulu que chaque adhérent puisse avoir entre les mains un opuscule qui l'aide à mieux connaître son parti. Il y a fort bien réussi.

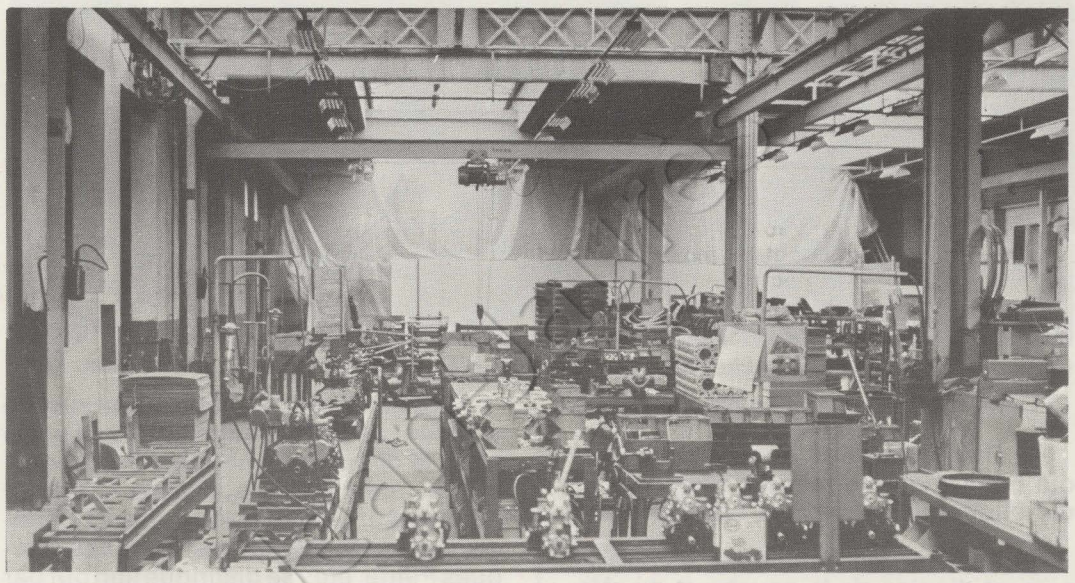
Toute autre était l'ambition de Pierre Guidoni, membre du comité directeur et l'un des animateurs du Ceres, qui a écrit, lui, une histoire du nouveau Parti socialiste (2) en prenant comme point de départ Mai 1968 et les derniers moments de la F.g.d.s. Là encore, il s'agit d'un travail fort utile qui permet de remettre de l'ordre dans l'enchaînement de certains événements dont la signification profonde n'a pas toujours été comprise sur le moment. Agrémenté de quelques portraits bien tournés, ce livre laisse à plusieurs reprises transparaître l'orientation du courant de pensée auquel appartient l'auteur. Il ne s'en cache d'ailleurs pas, puisque c'est à Didier Motchane, secrétaire général du Ceres, qu'il en a demandé la préface. Actualisé par une étude du résultat des dernières élections — tirée pour une large part de « l'Unité » — le livre de Pierre Guidoni complète bien celui de Pierre Joxe. Deux ouvrages à placer côte à côte dans la bibliothèque du militant.

A. V.

(1) Parti socialiste, Epi.
(2) Histoire du nouveau Parti socialiste, Tema-Action.

Chantage à Saint-Etienne





Le carnaval est entré dans Saint-Etienne. Depuis plusieurs jours, la ville essaie de se donner un air de fête ; mais, aux portes des usines ou des bureaux, dans les lycées, parmi les étudiants, les collectes se poursuivaient, mercredi encore, en faveur des grévistes de chez Peugeot.

Ce conflit qui dure depuis six semaines a pris une tournure exemplaire. Le patronat, après avoir essayé en vain de briser la grève à l'aide de commandos venus du Nord *(voir nos précédents numéros)*, a utilisé, pour justifier son attitude, l'argumentaire le plus rétrograde. Rejetant l'essentiel des propositions syndicales, invoquant le respect de « la liberté du travail », annonçant que « l'usine reste ouverte à ceux qui désirent y retrouver leur place », la direction stéphanoise de Peugeot a essayé d'isoler complètement de la masse des ouvriers les cadres et les mensuels. Ceux-ci avaient eu à l'égard du mouvement en cours, il est vrai, une attitude des plus réservées : le 3 mai au matin, 250 à 300 d'entre eux, reprenaient, à l'invitation de la direction, le chemin de l'usine. A la fin de la journée, des heurts se produisaient entre quelques non-grévistes et des groupes de jeunes O.s.

Du lest

Alarmés, les représentants de la Confédération générale des cadres sortaient alors de leur réserve et invitaient la direction à reprendre les négociations sans préalable. Refus. La rentrée des cadres et des mensuels n'eut donc pas lieu.

Le lendemain, contrainte de constater que le conflit se durcissait, la direction décidait alors de jouer de la corde sentimentale, en précisant dans un communiqué que « c'est dans cette usine qu'une nouvelle technique de fabrication de compresseurs rotatifs a été mise au point. Ces progrès techniques avaient ouvert de nouveaux marchés en France, mais aussi à l'exportation... Ce matériel, fabriqué à Saint-Etienne, est exporté dans vingt pays différents, en particulier aux Etats-Unis et en Allemagne. Dans la situation actuelle, les carnets de commandes ne peuvent plus être honorés dans les délais voulus. Le conflit risque de compromettre une situation acquise par des années de recherches et d'efforts soutenus réalisés par les techniciens et les commerçants. Seul le retour rapide à une situation normale avec reprise de l'activité de l'usine peut contribuer à atténuer les effets économiques et sociaux de cette inactivité ».

Ainsi, après l'arme des commandos, le patronat utilise celle du chantage à la production. La direction générale fait alors, de Sochaux, entendre pour la première fois sa voix en indiquant qu'elle est toujours prête à reprendre les négociations avec les syndicats — sous condition « que les violences dans la rue aux abords de l'usine disparaissent et que le directeur et ses collaborateurs puissent pénétrer dans l'usine. »

Sochaux jetait donc du lest par rapport à Saint-Etienne : la direction n'exigeait plus la reprise du travail comme préalable à la reprise des contacts avec les syndicats. (C.g.t., C.f.d.t., F.o.). Ce n'est que mercredi que les discussions ont pu recommencer, cependant que quelques dizaines de salariés seulement se présentaient à la réouverture des portes.

Tout un département

Mais si ce conflit est exemplaire de la tactique patronale, il l'est également de l'état d'esprit des salariés, dont la solidarité n'a pas cessé de se renforcer. Les cadres de Peugeot, choqués par l'intervention des milices patronales, ont été surpris par l'intransigeance de la direction. Quant à la tactique des syndicats ouvriers, elle a évolué au cours du conflit. Sous la pression de la base, la démocratie syndicale a parfaitement joué.

Pourtant, si le conflit Peugeot reste au premier plan, il ne doit pas dissimuler l'atmosphère générale de crise où vit ce département. L'usine Labo-Industrie de Chazelles-sur-Lyon (380 salariés) est en grève depuis 72 jours. Les établissements Perissel (300 salariés) sont occupés depuis 15 jours et les entrepôts et bureaux de la Coop de Saint-Etienne sont occupés par 300 grévistes, soit 80 % des effectifs. Les pouvoirs publics, eux, sont restés à l'écart. Ils ne sont pas officiellement intervenus pour faciliter les négociations. Il est vrai que Peugeot-Saint-Etienne n'est pas Peugeot-Sochaux. La tactique des pouvoirs publics ne serait-elle pas plutôt d'isoler la Loire et d'éviter que ces conflits géographiquement localisés ne prennent une dimension nationale ?

J.L.

Réponse à Chirac

Plusieurs députés socialistes dont Raoul Bayou, Louis Besson, Maurice Brugnon, André Labarrère, Henri Lavielle, Louis Le Pensec, sont intervenus la semaine dernière à l'Assemblée nationale dans le débat sur les problèmes agricoles. Le premier d'entre eux était Pierre Joxe, qui avait ainsi pu répondre directement au ministre Jacque Chirac sur les négociations de Luxembourg. Voici l'essentiel de son intervention.

par Pierre Joxe

Vous avez utilisé l'Europe comme un moyen pour la Ve République d'intégrer l'agriculture française dans le système capitaliste en préservant les notables, les riches, les gros céréaliers, qui étaient déjà et qui sont encore parmi les plus productifs du monde, capables de vendre au cours mondial, et vous leur avez assuré, par les prix européens, des revenus tellement considérables, tellement fantastiques, qu'ils font partie des principaux investisseurs dans l'immobilier, par exemple dans la région parisienne, et des principaux fournisseurs de capitaux dans les domaines les plus spéculatifs. Et ceux-là, dans l'agriculture française où subsistent encore, bien malgré vous, plus de un million d'exploitations familiales, ils ne sont que trente mille environ à disposer de plus de cent hectares, trente mille agriculteurs qui ont bien profité de votre politique.

Mais qu'en est-il des autres, auxquels vous vous adressez souvent ? Vous découvrez brusquement que ces exploitants familiaux si décriés ont finalement un avenir et une utilité. Que leur avez-vous proposé ? Que leur proposez-vous encore et qu'avez-vous annoncé ?...

Vous leur avez demandé de devenir compétitifs, d'assurer dans la course au progrès la modernisation de leur exploitation. Vous leur avez dit qu'il fallait qu'ils investissent, qu'ils s'endettent, qu'ils achètent de la terre, qu'ils se transforment. Ils l'ont fait ; et, ce faisant, ils ont encore procuré des bénéfices à certaines industries capitalistes : aux industries qui se trouvent en amont, qui leur vendent des engrais et des machines ; aux industries qui se trouvent en aval, qui achètent leurs produits et qui, comme Gervais-Danone, après s'être concentrées et continuant à se concentrer, réalisent des profits parmi les plus élevés de l'industrie française.

Prise entre ces deux types d'industrie, quel bénéfice l'exploitation familiale, en particulier celle qui fournit le lait, a-t-elle tiré ? Certes, sa surface moyenne a augmenté, son capital d'exploitation a augmenté, son rendement a augmenté, son cheptel a augmenté, sa production a augmenté, ses dettes ont augmenté. Et son revenu ?

Cette catégorie de Français, les exploitants familiaux, rassemble plus de un million de personnes qui, dans leur quasi-totalité, travaillent encore aujourd'hui pour un revenu inférieur au Smic...

Vous avez la difficile tâche d'organiser l'articulation entre une partie de l'agriculture française, dont l'immense majorité est composée de petits exploitants, de travailleurs, et le mode de production capitaliste, qui domine le reste de l'économie et, en particulier, l'industrie...

L'intérêt de l'industrie capitaliste, c'est que les prix soient le plus bas possible et, dans ce dessein, vous tenez les prix. Mais, pour que le système capitaliste continue de fonctionner sans trop de drames, il est nécessaire que les producteurs agricoles obtiennent des prix qui, quand même, augmentent quelque peu. C'est pourquoi, de temps en temps, vous devez effectivement lâcher quelque chose !

Mais, dans la période de développement actuelle, vous vous trouvez coincé entre ces objectifs contradictoires. Donc, moins vous pouvez accorder aux producteurs par des hausses de prix, plus vous devez faire de mise en scène pour leur faire croire que vous les défendez !

La seule explication de toute cette dramatisation de la négociation qui vient d'avoir lieu à Luxembourg, c'est que vous saviez, en partant, que vous ne pouviez pas — et cela pour servir l'intérêt même de notre industrie capitaliste — imposer des augmentations supérieures à celles avec lesquelles vous êtes revenu !

Or, la politique agricole que nous préconisons repose non pas sur la défense des intérêts de l'industrie capitaliste et des modes de production dominants, mais sur celle des intérêts des travailleurs. Elle part de la constatation que, dans l'agriculture, des centaines de milliers de travailleurs ont un genre de vie et un niveau de vie parmi les pires de ceux que dispense notre société. Ces travailleurs ont des revenus très largement inférieurs au Smic. Notre politique propose d'accorder aux travailleurs de l'agriculture une protection égale à celle dont bénéficient les autres travailleurs, le rôle de l'Etat étant de leur assurer, de même qu'est assurée la limitation du temps de travail, un salaire minimum et la protection contre le chômage aux travailleurs de l'industrie, un revenu minimum et une aide directe personnalisée, plafonnée pour chaque producteur et adaptée à chaque région...

Les quatres points qui nous paraissent essentiels, parce qu'ils sont essentiels pour les travailleurs de l'agriculture, concernent le lait, le blé, la viande et ces fameuses zones défavorisées.

En ce qui concerne le lait, la fixation d'une hausse de 5,5 % seulement du prix des produits laitiers « rendus usine » — je le souligne — n'assure de garantie pour leur marge qu'aux industries transformatrices. Cela n'a nulle conséquence immédiate ni obligatoire pour les producteurs de lait eux-mêmes, mais, par cette décision, vous assurez effectivement aux entreprises qui en profiteront une garantie de marge un peu supérieure. Elles seront sûres de valoriser leur production dans des conditions relativement satisfaisantes. Je résumerai la conséquence ainsi : Gervais-Danone continuera d'accroître ses profits.

En ce qui concerne la hausse de 1 % pour le blé, elle limite partiellement l'avantage formidable accordé aux gros céréaliers... Nous n'oublions cependant pas les centaines de milliers de petits livreurs — 60 % seulement des producteurs livrent plus de cent quintaux — qui, eux, subiront une baisse de leurs revenus par l'effet de cette mesure, sans trouver de compensation dans leurs revenus provenant des produits d'origine animale.

Pour la viande, la hausse de 10,5 % est purement nominale, compte tenu de l'état du marché. Mais ce qui est plus effarant, c'est que les différentes mesures qui sont prévues par votre orientation ont toujours conduit, dans votre politique passée, à soutenir les plus gros producteurs, qu'il s'agisse de la sélectivité des prêts ou d'autres dispositions. Mais vous avez vous-mêmes reconnu que cette mesure est insuffisante.

Quant à la résolution sur l'agriculture de certaines zones défavorisées, vous avez dit, Monsieur le ministre, qu'elle était souple. Elle n'est pas souple, elle est inconsistante.

A contre-pied

Une situation nouvelle

Curieuse querelle cherchée par Gustave Ansart, secrétaire de la fédération du Nord du P.c.f., qui accuse Pierre Mauroy d'avoir participé le 1er mai à la manifestation de Force ouvrière à Lille. Or, s'il a effectivement pris la parole devant 200 militants F.o. qui l'avaient invité, Mauroy a insisté sur le fait que le Parti socialiste a choisi l'union de la gauche et qu'il en résulte une situation nouvelle à laquelle chacun devra s'habituer. D'ailleurs, en ce même 1er mai, Mauroy a accueilli à la mairie de Lille les délégations de la C.g.t. et de la C.f.d.t., auxquelles il a annoncé son désir de mettre prochainement en chantier une grande Maison des syndicats. On voit mal, dans tout cela, où Ansart a trouvé une « mise en cause de ce qui est notre bien commun » et des positions « variant au gré des circonstances et des élections. »

Coup de canif au monopole

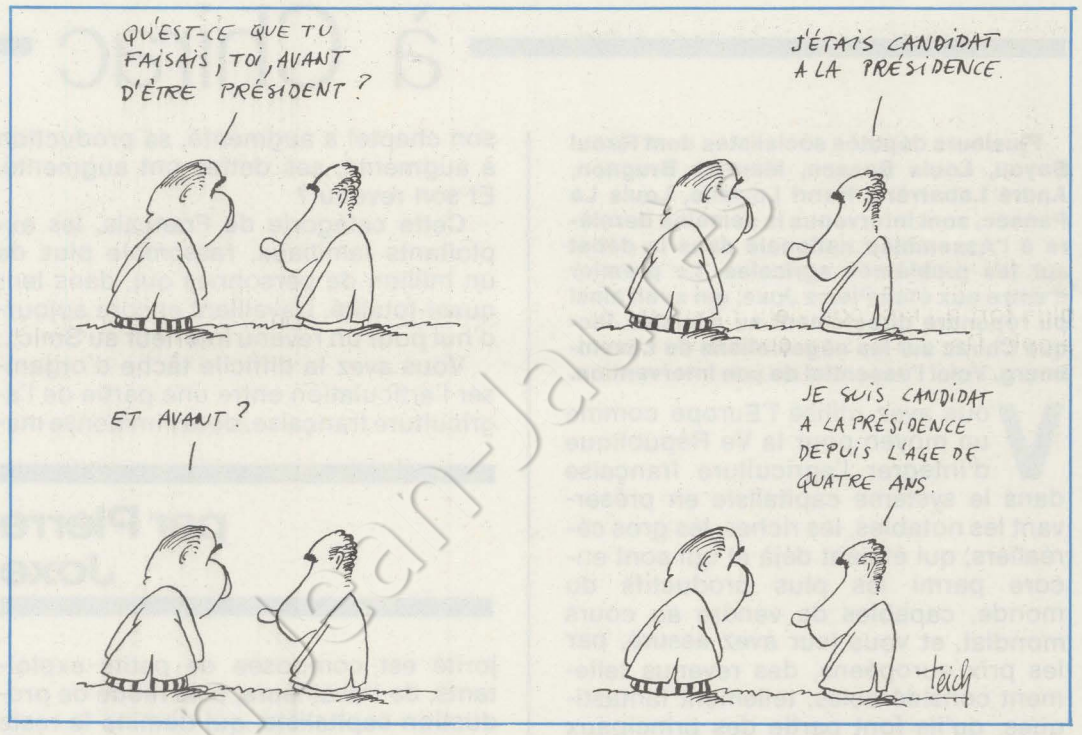
Une nouvelle menace grave pour le monopole de diffusion de l'O.r.t.f. : d'après les déclarations du préfet des Alpes de Haute-Provence, Arbelot, Radio-Télé Monte-Carlo serait autorisé à construire un émetteur en territoire français, à Roumoules, lui permettant d'étendre peu à peu la zone d'écoute de ce poste à toute la France. Pourquoi ne cèderait-on pas alors aux demandes pressantes des autres postes périphériques ?

Le conseil d'administration de l'Office semble tout ignorer de ce nouveau cadeau aux intérêts privés. Dans sa séance du 25 avril, il a chargé un de ses membres, le journaliste Michel Grunebaum, de constituer un dossier sur ce sujet. Mais on a du mal à admettre que le ministre Philippe Malaud puisse ne pas être au courant de cette « dérogation », alors que la quasi-totalité de Radio-Télé Monte-Carlo est contrôlée par l'Etat à travers la Sofirad.

Simple provocation

Pour justifier les augmentations records du budget départemental du Val-de-Marne, Roland Nungesser avait cru bon de diffuser une note d'information où il faisait des comparaisons avec le budget de la Seine-Saint-Denis. A l'époque, le conseil général de la Seine-Saint-Denis par son président Georges Valbon avait répondu en dénonçant l'information « tronquée, falsifiée et inventée ».

Roland Nungesser avait alors déposé plainte en diffamation contre Georges Valbon. Réponse de la XVIIe chambre correctionnelle : le tribunal retient que Nungesser a été le provocateur et le responsable d'une polémique qu'il a ouverte en utilisant par ailleurs des arguments inexacts. On ne saurait mieux dire.



Bis repetita

Philippe Dechartre, ex-secrétaire d'Etat, démissionné pour cause de scandale, avait fait appel de l'arrêt de la Cour de Poitiers du 13 avril 1973. Dans l'affaire de l'île de Ré, qui l'avait opposé à Jacques Souchère, Dechartre avait alors été condamné. Manque de chance, la Cour de cassation vient de confirmer ce jugement.

Les deux cents ans du Grand Orient

La Maçonnerie française est née dans les années 1725. Les érudits discutent encore sur la date précise. Les quelques loges existant à Paris se groupèrent en 1736 en Grande Loge sous la Grande Maîtrise du duc d'Antin, puis du comte de Clermont.

L'insuffisante centralisation du pays, le fait que les Grands Maîtres, qui étaient aussi de grands seigneurs de Cour, s'occupaient peu de leur charge, la prolifération des Hauts grades entraînèrent une mauvaise organisation du pouvoir central. Une réforme s'imposait donc. A la mort du comte de Clermont, le duc de Luxembourg, « Grand Administrateur général », tenta cette réforme. L'accord de la majorité des loges de province, de nombreux chapitres de Hauts grades, de l'élite de la Maçonnerie parisienne, permit la création du Grand Orient de France, basée sur un système sinon démocratique, du moins largement représentatif.

C'est cette réforme que le Grand Orient entend célébrer en cette année 1973. Le programme des cérémonies prévoit :

1) une exposition de documents et d'objets maçonniques, ouverte du 12 mai au 17 juin.

2) un colloque historique qui se tiendra le dimanche 13 mai à 9 h 30 et 15 h, avec la participation des meilleurs spécialistes.

3) l'édition d'un timbre commémoratif, dont le premier jour est fixé au samedi 12 mai.

4) l'édition de diverses brochures, objets commémoratifs, etc.

Toutes ces manifestations auront lieu en l'Hôtel du Grand Orient de France, 16, rue Cadet, Paris (9e), où tous renseignements peuvent être demandés.

Le compromis hollandais

Après 168 jours de crise — un record — les Pays-Bas ont enfin un gouvernement. Faute d'avoir voulu dégager en novembre dernier une majorité en faveur du bloc des gauches (Parti du Travail, Démocratie 66 et Radicaux chrétiens), tout en privant les grands partis de droite (catholique populaire, chrétien historique et calviniste antirévolutionnaire) de ladite majorité, l'électorat hollandais a condamné le pays à un compromis qui ne pourra être apprécié qu'après une assez longue période d'exercice du pouvoir. La seule victime dans l'immédiat est le Parti chrétien historique, éloigné des palais gouvernementaux, alors que ses deux alliés du bloc confessionnel y demeurent en coalition avec les « progressistes ».

Le leader du groupe parlementaire socialiste, Joop Den Uyl, dirige le nouveau gouvernement, qui compte dix ministres de gauche et six de droite. Il faudra toute l'intelligence politique du « ministre-président » pour faire marcher l'attelage.

Sous le patronage de « l'Unité », la Fédération de la Somme du Parti socialiste organise une grande soirée dansante samedi 19 mai à 21 heures à Amiens (Salle des fêtes de Montières).

Une grand-messe contre l'avortement

« Achetez des jonquilles pour l'orphelinat de la Molodière ! » Sur la place Kléber de Strasbourg, ce dimanche après-midi, deux petits garçons — 12 ans environ — tendent des bouquets aux promeneurs. Sous l'œil vigilant d'un prêtre en soutane qui crie plus fort qu'eux pour leur montrer l'exemple. Deux petits garçons qui seraient assez semblables à tous les petits garçons, s'ils avaient des parents et si leur sort ne dépendait pas du nombre de bouquets vendus.

« Nous formons une grande famille où tous les enfants indésirés seront accueillis. Ce qu'une mère ne fait pas envers ses enfants, nous le concevons comme notre devoir. Nous, à Laissez-les vivre, nous nous chargeons de leur bonheur ! »

Le Pr Gobry, professeur de philosophie à l'université de Reims, soulève l'enthousiasme parmi les quelque 350 adeptes venus à Strasbourg samedi et dimanche derniers pour le premier congrès international du mouvement Laissez-les vivre. Les applaudissements crépitent dans la salle du Palais des fêtes. Dehors, il commence à pleuvoir. Les jonquilles des orphelins se mouillent, tandis que les passants hâtent le pas pour se mettre à l'abri.

"Par nature"...

Créé le 27 novembre 1970 à Paris, le mouvement Laissez-les vivre a un grand objectif : défendre systématiquement le « droit de naissance » envers et contre tout. Même contre la loi de 1920, que le Pr Lejeune, son grand conseiller scientifique, estime désuète. Désuète parce qu'elle donne le droit de pratiquer un avortement dans le cas où la vie de la mère est en danger à cause de sa grossesse. Maintenant, ces cas se produisent de moins en moins : « Je ne connais pas de femmes à qui un médecin ait refusé un avortement et qui soit morte de sa grossesse », affirme-t-il. Et de conclure que la seule modification envisageable de la loi serait de la renforcer pour restreindre davantage les cas d'avortement thérapeutique. Morte de sa grossesse, peut-être pas. Mais morte à cause de sa grossesse, parce qu'elle s'est suicidée de désespoir ou parce qu'elle a subi un avortement plus ou moins aseptisé qui a mal tourné, certainement. Mais, de cela, le professeur ne parle jamais. C'est d'ailleurs une des grandes constantes des membres de Laissez-les vivre.

Dans leur action en faveur du fœtus, il y a toujours une absente, systématiquement passée sous silence : la femme qui portait ce fœtus et s'est décidée à subir un avortement. Parce qu'une femme, « par nature », est faite pour faire des enfants. Il n'y a que là qu'elle peut trouver son plein accomplissement, comme le dira Mme Bosredon-Feron, mère de famille triomphante : « Les journaux ne parlent jamais des femmes heureuses d'être mères ! ». Bien sûr. C'est tellement plus agréable de parler du bonheur d'être maman comme le montre cette affiche de Laissez-les vivre : une ravissante jeune femme éperdue de tendresse étreint un bébé auréolé de boucles de cheveux et suçant son pouce avec un air de confiance absolue. Parler d'une femme épuisée, vieillie prématurément par trop de maternités, ce n'est pas si plaisant.

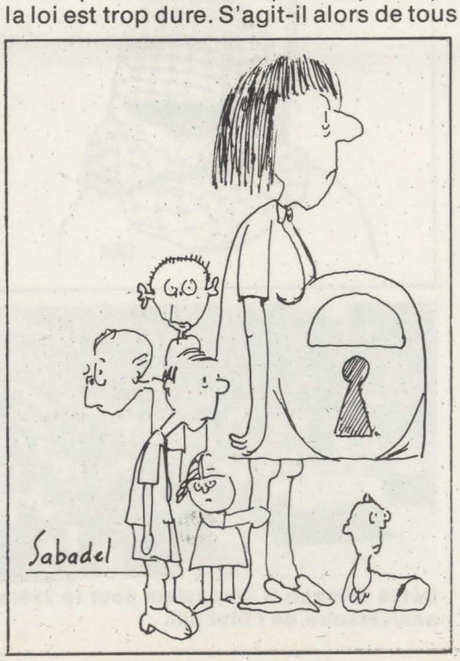
Pas plus que d'évoquer le désarroi des mineures contraintes à un avortement. Il est tellement plus facile alors de faire donner les gendarmes : deux médecins ont ainsi été interpellés mercredi dans un cas de ce genre à Grenoble, et le siège local du mouvement Choisir soumis à une descente de police en règle...

A bas la contraception

« On trouvera toujours un individu qui a des problèmes bien précis, pour qui la loi est trop dure. S'agit-il alors de tous se mettre au diapason ? On peut être certain alors que ce sera celui de la médiocrité, de la bassesse, du laisser-aller, de la facilité, en un mot de l'égoïsme », affirme un des membres du Mouvement de la jeunesse catholique de France, fortement représenté à Strasbourg. A noter d'ailleurs que, dans l'ambiance de ferveur bien-pensante et cravatée d'une grand-messe de 10 heures qui régnait à ce congrès, l'un de ces jeunes catholiques aux cheveux courts ne jugeait pas inutile d'avoir une matraque dépassant négligemment de la poche de sa gabardine de cuir.

Mouvement contre l'avortement parce qu'il ouvre les porte de l'infanticide et de l'euthanasie, Laissez-les vivre se prononce aussi contre la contraception. Pour la régulation des naissances, seule la méthode de la température est acceptée. Avec l'abstinence, base de toute moralité et seul moyen de lutter contre la dépravation des mœurs, la pornographie et tout ce qui incite à la fornification gratuite qui n'engendre pas de nouvelles générations. La politique sociale de ce mouvement développé en faveur des familles nombreuses, avec salaire maternel et femme au foyer, repose sur une angoisse démographique : « Le taux de fécondité baisse, notre pays vieillit, il nous faut des enfants. Toute la prospérité d'un pays comme la France repose sur sa population active. »

CHRISTINE COTTIN





Les 25 ans d´Israël

Le vendredi 14 mai 1948, à 16 h, se réunirent au musée de Tel Aviv les membres du Conseil national juif qui avaient pu joindre la ville. Après avoir écouté debout la Hatikva, hymne d'une gravité religieuse, ils entendirent David Ben Gourion lire d'une voix vibrante le texte de la Déclaration d'indépendance. Après la bénédiction récitée par le rabbin Maimon, les participants signèrent le document, par ordre alphabétique, laissant des blancs pour ceux d'entre eux qui se trouvaient dans Jérusalem encerclée.

Puis ils sortirent et retrouvèrent, dans la rue ensoleillée, une foule joyeuse, qui chantait et dansait pour la renaissance de l'Etat d'Israël, disparu depuis près de 1 900 ans sous les coups des légions romaines. Sur les frontières indécises du nouvel Etat, les armées égyptiennes, transjordaniennes, irakiennes, syriennes et libanaises attendaient, l'arme au pied, le départ de Sir Alan Cunningham, dernier haut-commissaire britannique, pour passer à l'offensive et liquider la nouvelle nation que venait de créer une décision des Nations Unies votée le 29 novembre 1947 par 33 voix pour — notamment les Etats-Unis, l'U.r.s.s. et la France — 13 contre (Afghanistan, Arabie Séoudite, Cuba, Egypte, Grèce, Inde, Irak, Iran, Liban, Pakistan, Syrie, Turquie, Yemen) et 10 abstentions — notamment la Grande-Bretagne.

Dans le milieu de la nuit, l'attaque commença et les avions égyptiens bombardèrent Tel Aviv. La première guerre de l'Etat d'Israël, il y a vingt-cinq ans.

Pourquoi Israël ? Depuis un quart de siècle, la paix est sans cesse troublée au Moyen-Orient et parfois dans le reste du monde parce qu'existe un petit Etat de deux millions et demi d'habitants juifs au milieu de l'océan musulman. S'il est un conflit démontrant que la part des situations matérielles est quelquefois minime dans les attitudes que prennent les hommes, c'est bien celui-ci. Israël est autant une passion, un acte d'amour et une source de haine qu'une réalité concrète.

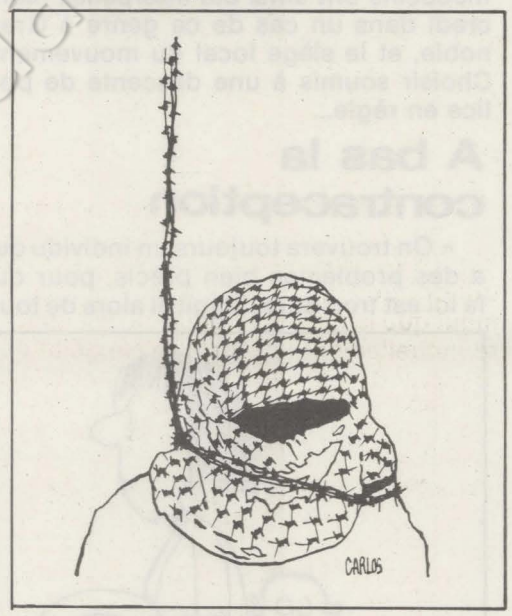
C'est qu'Israël est comme une sorte de remords de l'histoire du monde occidental, c'est-à-dire des trois quarts de l'histoire de l'humanité jusqu'à ce siècle. Parce qu'un petit peuple antique a sécrété lentement l'idée d'un dieu unique dans la période où la religion était par nécessité la préoccupation majeure des hommes et parce que, comme beaucoup de précurseurs, il fut ensuite dépassé par des courants issus de sa découverte — le christianisme et l'islamisme — et par conséquent ravalé à la situation d'une infime minorité méprisée pour n'avoir pas suivi les vainqueurs, pour tout cela ceux qui ont fait référence à la foi juive pendant près de deux millénaires ne pouvaient être qu'en marge des sociétés épanouies.



14 mai 1948 : Déclaration d'indépendance.



Embarquement pour la Palestine des orphelins du camp de Belsen.





Défilé militaire à Jérusalem pour le 25ème anniversaire de l'Etat juif.



Combattants juifs de l'Irgoun.

Le fait juif

Des dizaines de milliers de pages ont été écrites sur le fait juif par des Juifs ou des non-Juifs. Bien entendu, ce fait s'est modifié et se modifie constamment. Cependant, reste une solide épine dorsale, la situation spécifique d'une minorité différente de toutes les autres minorités connues, puisqu'elle est le produit d'une espèce d'avortement de l'évolution de la pensée par le refus d'un groupe humain de suivre ce que de nouveaux développements de cette pensée apportaient à des moments donnés. C'est parce qu'on a porté un jugement de valeur sur ce comportement que le Juif a été mis au ban d'une humanité qui supporte mal ce qui n'est pas conforme à la loi du plus grand nombre.

Le nationalisme du XIXe siècle a fait prendre conscience en Europe à une poignée de Juifs que, puisqu'ils étaient eux aussi à part et qu'ils possédaient également une tradition historique, la revendication nationale les concernait. A la différence des autres, opprimés sur leur propre terre, la leur était si lointaine dans le temps et dans l'espace qu'il y eut beaucoup d'hésitations avant de s'en tenir fermement à l'idée du retour en Palestine. Certes, la religion faisait de Jérusalem la Terre promise. Mais le peuple juif n'était pas un peuple comme les autres : la dispersion n'avait pas éparpillé une masse d'Hébreux, mais converti des gens d'origine très différentes, des Slaves, des Berbères, des Germains, des Celtes ou des Latins. Et si la religion avait fait le peuple, chaque individu portait en lui les traces de la terre qui l'avait fait naître. Ce déchirement secret explique bien des contradictions, encore aujourd'hui.





Patrouille israélienne dans Gaza occupée.

Dans notre siècle, les progroms d'Europe centrale et de Russie, puis la folie hitlérienne firent le reste. C'est-à-dire que plus nombreux furent les Juifs pour qui la perspective d'un Etat national devint une nécessité d'intérêt ou de dignité et plus nombreux furent les non-Juifs qui se sentirent obligés de régler son compte au sinistre passé que leurs propres nations avaient fait aux Juifs. Cette conjonction permit la naissance de l'Etat d'Israël.

Malgré bien des difficultés, apparues dès que les premiers colons sionistes s'installèrent en Palestine. Certes, en de nombreuses occasions le monde musulman s'était montré tolérant à l'égard des minorités juives. Mais on exagère beaucoup là-dessus : le statut de Juif y était aussi aléatoire et la vie du Juif aussi soumise aux effets de la politique que dans le monde chrétien. D'où, progressivement, l'idée d'un partage du territoire qui, pour les gouvernements concernés depuis 1918, devait permettre de concilier à la fois la nécessité de la sympathie à l'égard des Juifs, le respect du principe des nationalités et les intérêts qu'ils s'étaient découverts en même temps que le pétrole dans cette région du monde. Il est difficilement contestable qu'une telle attitude ne pouvait que conduire les gouvernements des Etats issus du démembrement de l'Empire turc et soumis au contrôle des vainqueurs de la Grande Guerre à confondre, sincèrement ou non, l'arrivée des Juifs avec celle de leurs nouveaux maîtres.

Le nationalisme, le besoin d'indépendance, la passion religieuse — qui firent du grand muphti de Jérusalem et d'un gouvernement irakien des collaborateurs du nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale — sont des réalités. S'est ajouté le problème des réfugiés palestiniens, découvert plus récemment, en tout cas après la naissance de l'Etat israélien, et surtout depuis que les Palestiniens ont pris eux-mêmes leurs affaires en main.

Plus personne ne conteste sérieusement que l'unité arabe est aussi peu réelle que l'était celle du monde chrétien au moment des Croisades de Philippe Auguste et de Richard Cœur de Lion. Au niveau du verbalisme, Israël permet d'en entretenir le mythe. Les Etats arabes n'en restent pas moins partagés par les rivalités nationales, idéologiques ou économiques courantes.

Pour qui travaille le temps

Vingt-cinq ans après la réunion du musée de Tel Aviv, Israël a gagné trois guerres et n'a toujours pas de relations normales avec ses voisins. Au mieux entretient-il avec la Jordanie du roi Hussein des rapports ambigus qui peuvent laisser entrevoir aux plus optimistes la préfiguration de ce que pourrait être une pacification réelle de la région. Dans le monde, amis ou adversaires d'Israël affirment à qui mieux mieux qu'il n'est pas question d'envisager la disparition de l'Etat juif, mais les dirigeants israéliens, qui ont de l'expérience à ce sujet, estiment que la meilleure garantie est encore actuellement leur propre capacité de se défendre. Dans les pays arabes, les discours fracassants sur la liquidation de l'Etat d'Israël s'accommodent fort bien des coups portés aux « frères » de Palestine — comme on le voit aujourd'hui au Liban — ou d'une prudente expectative lorsqu'il s'agit de passer à l'action. En réalité, personne ne sait pour qui travaille le temps et chacun cherche au moins à maintenir le statu quo militaire et territorial dans l'attente, semble-t-il, d'un miracle qui résoudrait la crise.

Seulement, la partie n'est pas égale. Après vingt-cinq années d'existence, l'Etat juif est toujours hanté par l'idée qu'il s'agit pour lui de vie ou de mort. Et bien des controverses qu'il connaît — sa richesse en sectes rivales, en partis concurrents, en fractions et en tendances s'exprime au travers d'un système pointilleusement démocratique dont l'origine n'est pas spécialement moderne — expriment la recherche des méthodes les meilleures pour y répondre.

Il y a la question des frontières — celles d'avant 1967 faisaient, par exemple, que dans une partie vitale du pays, Israël était une bande côtière de 18 km de profondeur, coincée entre la Jordanie et la Méditerranée — et celle des territoires occupés. Leur mise en valeur est, pour les uns, un moyen de gagner la compréhension des Arabes en vue d'un futur accord, pour les autres un prélude à une annexion de fait, sinon de droit. Il y a aussi le besoin de concours extérieurs, qui justifie un effort considérable dans les milieux juifs de la Diaspora pour les rendre de plus en plus solidaires d'un Etat que la plus grande partie des Juifs dans le monde n'a pas rejoint et ne semble pas avoir l'intention de rejoindre.

On a beaucoup discuté en Israël de l'opportunité d'un défilé militaire à Jérusalem pour ce vingt-cinquième anniversaire. Finalement, les partisans du défilé l'ont emporté sur ceux qui l'estimaient dangereux ou inutilement coûteux.

Ce n'est qu'un épisode dans l'histoire mouvementée de ce quart de siècle. Reste que la raison aimerait qu'une solution définitive soit acquise, qui reconnaisse à la fois l'existence et la souveraineté de l'Etat d'Israël et les droits nationaux du peuple arabe de Palestine. Mais nul ne peut plus ignorer qu'un peuple nouveau est né sur cette même terre, qui n'est plus seulement le peuple juif, mais déjà la peuple israélien. Peuple nouveau puisque 35 % de la population est née sur place. Peuple qui n'a connu que la guerre — et que la victoire. Peuple pour qui les collines de Sion et les plages de Palestine sont aussi la patrie, qu'on n'emporte pas à la semelle de ses souliers. Après vingt-cinq ans, la question de la coexistence entre Juifs et Arabes reste posée avec autant d'acuité. La paix dans le monde dépend pourtant, pour une grande part, de la réponse qui lui sera apportée.

CLAUDE FUZIER

Plus à droite que Franco

Parce qu'un policier, Fernando Juittierez, est mort à Madrid assassiné par des manifestants au soir du 1er mai, le général Franco découvre d'un seul coup qu'il n'y a pas seulement des ouvriers, des étudiants et des prêtres pour descendre dans la rue. Mais aussi des policiers.

Le lendemain, l'enterrement a donné lieu à une curieuse manifestation. 1 000 policiers ont défilé aux cris de « Rouges, assassins ». Et, malgré la présence de l'amiral Carrero Blanco, second personnage de l'Etat, ils ont chargé le cercueil sur leurs épaules. Pour que les officiels franquistes ne tentent pas de les en dissuader, ils ont ouvert leur veste, laissant voir leur pistolet à leur ceinture.

Cette mauvaise humeur de la police prend un tour plus politique. Les Madrilènes, plus qu'interloqués, ont ainsi entendu ces policiers crier : « Franco, oui ! Opus Dei, non. » Et même réclamer la démission du ministre de l'Intérieur, Garicano.

Franco ne s'y est pas trompé : c'est la première fois depuis la guerre civile que des policiers manifestent contre le Pouvoir. Et, dès le vendredi 4 mai, un Conseil des ministres extraordinaire s'est tenu. L'essentiel de la conversation a porté sur l'attitude du gouvernement face au lieutenant-général Ingesta Cano, qui commande la gendarmerie. Ce lieutenant-général avait pris lui-même la tête des manifestants. Que faire ? Rien de précis encore, si ce n'est réaffirmer dans un communiqué que « le gouvernement maintiendra l'ordre public ».

Hold-up

Cette situation, cette crise ouverte dans les forces de répression n'est que l'aboutissement d'un long processus. Pour tenter de rentrer dans le Marché commun, les ministres de l'Opus Dei ont tenté de se donner une mince coloration libérale. Très mince, certes, mais cela a suffi pour exaspérer les groupes néo-fascistes espagnols. Et ils se font plus actifs. Déjà, le 23 avril, à l'aube, les locaux de la revue catholique catalane « Aggiornamiento » relativement progressiste, sont mis à sac et cambriolés par des membres d'un groupuscule nazi, le Parti espagnol national-socialiste. Quelques jours plus tôt, le directeur de la rédaction de « Cruz Ibérica » — qui s'affirme « antisémite, anticommuniste, anticapitaliste » — réalise, revolver au poing, un hold-up à la Banco Atlantico de Madrid. Son commando emporte 7 millions de pesetas, sous le prétexte que cette banque appartient, comme tant d'autres, à l'Opus Dei.



Le Général Franco.

Ce regain d'activité des groupes fascistes et cette nervosité de la police s'expliquent aussi par la montée des revendications des travailleurs espagnols. Le 3 avril, à San Adrian de Besos, un ouvrier, Manuel Fernandez Marquez, marié et père d'un garçon de deux ans et demi, était assassiné par la police de Barcelone. Cet ouvrier, qui travaillait aux chantiers de construction de la centrale thermique de Besos, participait à une grève illimitée.

De plus en plus, le syndicat vertical, le syndicat unique fasciste, s'avère incapable de remplir sa mission. A son dernier congrès, à Madrid, son secrétaire général à l'organisation, Rodolfo Martin Villa, reconnaissait que 10 % seulement des conflits sociaux qui éclatent trouvent leur solution dans le cadre de la réglementation établie. Alors, pour les 90 % restants, c'est généralement à la police que les gouverneurs des provinces et les patrons font appel.

4 balles dans le dos

Et cette police ne respecte même plus les règlements fascistes. Le militant de l'Eta Eustakio Mendizabal a été tué en avril — selon la version officielle — au cours d'un affrontement armé dans une rue d'Algarta, en Biscaye. En fait, Mendizabal a été cerné par les policiers qui ont ouvert le feu sans sommation ; atteint de 4 balles dans le dos, ce militant basque a été transporté dans la voiture de la police. A ce moment-là, deux policiers l'ont froidement abattu d'une balle dans la nuque.

Un responsable des Commissions ouvrières nous confiait : « Au vu des trois premiers mois de l'année 1973, l'Espagne risque fort de battre cette année ses records d'heures de travail perdues pour faits de grève. Sans oublier que la grève est illégale en Espagne. La police est débordée et elle se durcit de plus en plus. »

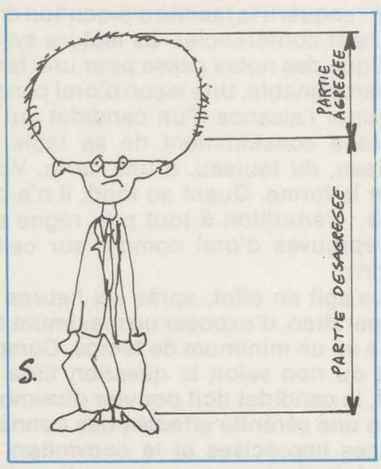
La conjonction de ces trois phénomènes — montée des luttes ouvrières, apparition de groupuscules encore plus fascistes que Franco lui-même et durcissement de la police — montre que le régime n'a pas été capable de résoudre le moindre problème depuis 1936. Un député fasciste des Cortès ne s'y est pas trompé ; il déclarait récemment à la tribune : « La guerre n'est pas terminée ». Pour une fois, il avait raison.

NICOLAS BRIMO
(correspondance P.S.O.E.)

Un super-bachotage

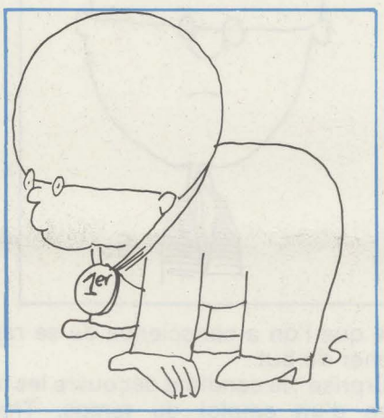
Les épreuves d'agrégation ont commencé lundi dernier. Elles concernent plus de 23 000 candidats. Souvent décriée, souvent attaquée, l'agrégation reste le point final de tout bon cursus universitaire. « L'Unité » a demandé à un ancien candidat à l'agrégation — provincial qui plus est : sur ce point, voir notre encadré — de raconter ce que cela suppose. Son témoignage en dit plus que beaucoup d'analyses et de savants plaidoyers.

Les dernières semaines d'avril sont propices à l'éclosion d'une catégorie de claustrophobes bien particulière : les agrégatifs ou candidats à l'agrégation.



Le dénouement du mois de mai n'est que l'ultime épreuve d'une longue période de préparation dont les premières manifestations datent de dix ou onze mois. Dès juillet de l'année précédente, les sujets sont connus par l'ensemble des candidats. Certaines agrégations conservent pendant deux années consécutives la moitié des sujets. Mais il est vrai que la préparation d'un tel concours s'étale en fait sur deux ans.

Au départ, il convient de posséder deux qualités indispensables. L'une morale : la persévérance. L'autre physique : la résistance. Cela vaut pour tous les concours : mais couronnant un cursus universitaire en forme de tryptique — 2 années de Duel ou de Dues, 2 autres pour la licence et la maîtrise — l'agrégation exige un rythme particulier et impose des contraintes spécifiques. Cette préparation ne coïncide pas avec la rentrée officielle de l'Université : dès septembre, les bibliothèques perdent leur atmosphère moite et ouatée de la saison estivale. Le personnel s'affaire, les rayonnages se vident, le branle-bas



est commencé. Les cours et travaux pratiques qui sont dispensés dans les facultés de novembre à avril ne sont, en fait, qu'un complément d'information.

Les sujets proposés exigent une érudition sans limite. Le bachotage systématique se trouve alors élevé au niveau d'une véritable institution. Cette extraordinaire addition de connaissances, cette culture polymorphe et sans faille qui font la délectation de certains jurys, contraint le candidat à une discipline ascétique et draconienne qui transforme l'étudiant en bête de somme.

Avale-thèse boulimique, lecteur insatiable, traducteur d'occasion, notre homme résume, rédige des fiches et accumule des notes. Stimulé par la concurrence, il scrute, fouine, dépouille des articles de revues, échange quelques propos faussement désabusés avec un autre candidat à la mine aussi peu enthousiaste. Pour ensuite replonger dans ses livres, inlassablement. Et remplir son contrat : six à huit heures de travail par jour.

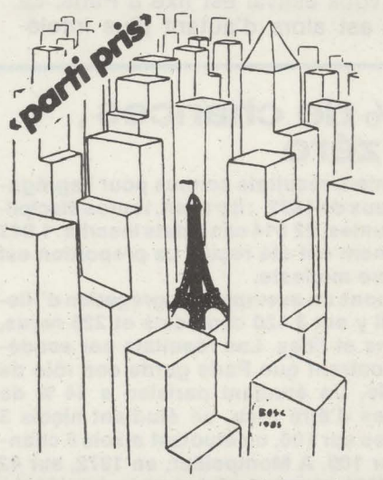
Couloirs d'hôtel

Certains agrégatifs, las de leur cogitation personnelle, essayent de rompre ce cercle vicieux. La préparation collective se substitue alors à l'individualisme besogneux. C'est la brève, mais fructueuse compensation du bachotage intensif. →

michel
BATAILLE
sans toit ni loi

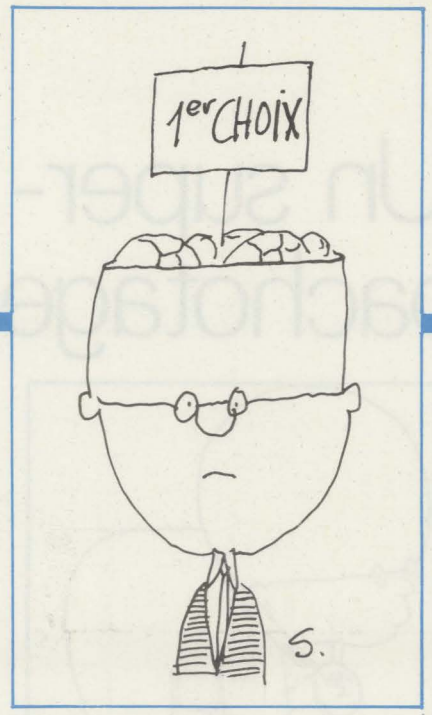
« Michel Bataille observe avec rage la lâcheté, la crapulerie de quelques-uns, le gaspillage, la bêtise de l'univers de l'urbanisme et de la construction... Son livre cogne, et dur. Et il fait mal. »

Pierre Viansson-Ponté
(Le Monde)



CALMANN·LÉVY

Un super-bachotage



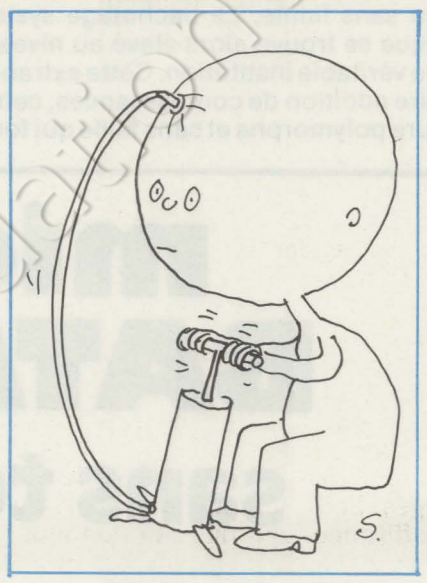
→

Mais la plupart des candidats se plient difficilement à de telles exigences. Souvent parce qu'ils ne le peuvent pas : l'agrégation a aussi ses O.s. Etudiants salariés, agents de l'Education nationale : maîtres-auxiliaires, pions assurant un service de vingt heures et plus. Ce lourd handicap de départ se répercute au niveau des résultats. Sur 354 candidates, maîtresses auxiliaires ou surveillantes, à l'agrégation de 1972, 4 seulement ont été admises définitivement.

L'hypothèque fatidique ne sera levée qu'au début du mois de mai. Aucun candidat n'aborde les épreuves la conscience tranquille. Indépendemment de sa volonté, il s'est octroyé quelques libéralités avec le programme et a eu recours aux « impasses ». Pourtant, à la veille du concours, tout remord est exclu. Appel à 7 h 45, début des épreuves à 8 h. Pendant quatre jours, tout un rituel bien établi rythme la durée des épreuves — 6 ou 7 heures selon les agrégations. Premiers départs une heure après le début de chaque épreuve. Ce sont les premières victimes des « impasses » inopportunes. Les autres s'organisent : bruissements discrets des paquets de biscuits, déballage méticuleux d'un attirail de pique-niqueurs.

Là s'arrêtera l'épreuve pour la majorité des candidats. Pour les rescapés, les admissibles, l'oral les guette et les sélectionnera dès les premiers jours de juillet. Les plus résistants auront mis à profit le mois de juin pour combler leurs lacunes. Pour cette minorité d'élus, le rendez-vous estival est fixé à Paris. La hantise est alors d'autant plus intolérable que l'on a conscience de se rapprocher du but.

Surprise : le candidat découvre les facéties d'un emploi du temps. Trois épreuves au total, soit une par semaine. Pour le provincial, la fréquentation des bibliothèques parisiennes révèle les avantages intellectuels de Paris. Mais aussi les difficultés d'une situation matérielle souvent précaire : un président de jury ne déplorait-il pas que certaines candidates avaient passé la nuit de leur arrivée dans les couloirs d'hôtel, ajoutant que ce n'était pas là de bonnes conditions pour concourir ?



Spectateur attentif des leçons d'oral avant de devenir objet de curiosité, chaque agrégatif peut se familiariser avec ce type d'épreuves. Chacun tire de ses observations personnelles des conclusions pratiques. Il faut éviter de dépasser le temps prescrit — une trentaine de minutes par exposé — car, dans le cas contraire, le président du jury coupe l'orateur sans ménagements. Autre impératif : acquérir la facilité d'élocution d'un éminent conférencier. La lecture systématique des notes passe pour une faute impardonnable. Une leçon d'oral permet de juger l'aisance d'un candidat qui se déplace constamment de sa table au tableau, du tableau, à une carte. Voilà pour la forme. Quant au fond, il n'a pas varié : l'érudition à tout prix règne sur les épreuves d'oral comme sur celles d'écrit.

Il s'agit en effet, après six heures de préparation, d'exposer un maximum d'idées en un minimum de temps. Compétent ou non selon la question tirée au sort, le candidat doit pouvoir dissimuler sous une sérénité affectée des connaissances imprécises et la conviction du ton doit dissiper ses propres incertitudes. Le dialogue ultime qui s'établit entre l'agrégatif et le spécialiste de la question au jury permet d'apprécier la célérité de ses réponses.

Acte final : les délibérations et la proclamation des résultats. L'admission est alors fonction d'un dixième, voire de quelques centièmes de point. Ce système de notation plonge tout candidat, reçu ou non, dans une perplexité certaine. On peut être reçu avec une moyenne de 7,55 sur 20 et recalé à 7,50 sur 20 — comme à l'agrégation masculine d'Histoire de 1972. Cette marge dérisoire signifie, pour les uns (10 % seulement), l'achèvement fructueux d'un long cursus universitaire. En simplifiant à l'extrême ils auront, dès la rentrée, 3 heures de travail de moins par semaine et 500 francs de plus par mois. Mais surtout, ils ne seront plus taillables et corvéables à merci. Pour eux, la voie sera — enfin — royale. Pour les autres, les candidats malheureux qui ont conservé suffisamment de ressources et de bonnes dispositions, dès juillet, il ne reste plus qu'à se remettre à la tâche...

14 % de chances, ou zéro

Derniers résultats connus pour l'agrégation, ceux de 1972 : il y avait, toutes disciplines réunies, 22 514 candidats inscrits. 1 943 seulement ont été reçus. La proportion est plus que modeste.

Prenons un exemple : l'agrégation d'Histoire. Il y eut 3 120 candidats et 226 reçus, garçons et filles. Les résultats par académie montrent que Paris garde son rôle de capitale. Un étudiant parisien a 14 % de chances d'être reçu, un étudiant niçois 3 chances sur 100, un étudiant aixois 8 chances sur 100. A Montpellier, en 1972, sur 42 candidats, aucun ne fut reçu.

Pour comprendre le super-bachotage de l'agrégation, il faut citer les sujets qui sortent aux épreuves. Les étudiants d'Histoire devaient traiter, à l'écrit, en 1972, les trois questions suivantes : « Clisthène de Sycione et Clistène d'Athènes » (commentaire d'un texte d'Hérodote) ; « Marchands de France, d'Angleterre, des pays d'Empire et d'Italie et leurs activités à Bruges aux XIVe et XVe siècles » ; « Londres de 1603 à 1714 ». Plus une épreuve de géographie.

A l'oral, un candidat devait savoir traiter, hors programme, l'un des sujets suivants, qui ont effectivement été posés : « Châteaux et palais achéens dans le Péloponèse » ; « Le renouveau de la spiritualité en Occident, 1350/1450 » ; « La démographie du royaume de France au XVIIe siècle » ; « le Royaume-Uni et le libre-échange, 1815/1914 ». Avec, en prime, deux autres épreuves, dont une de cartographie.

A votre bon cœur

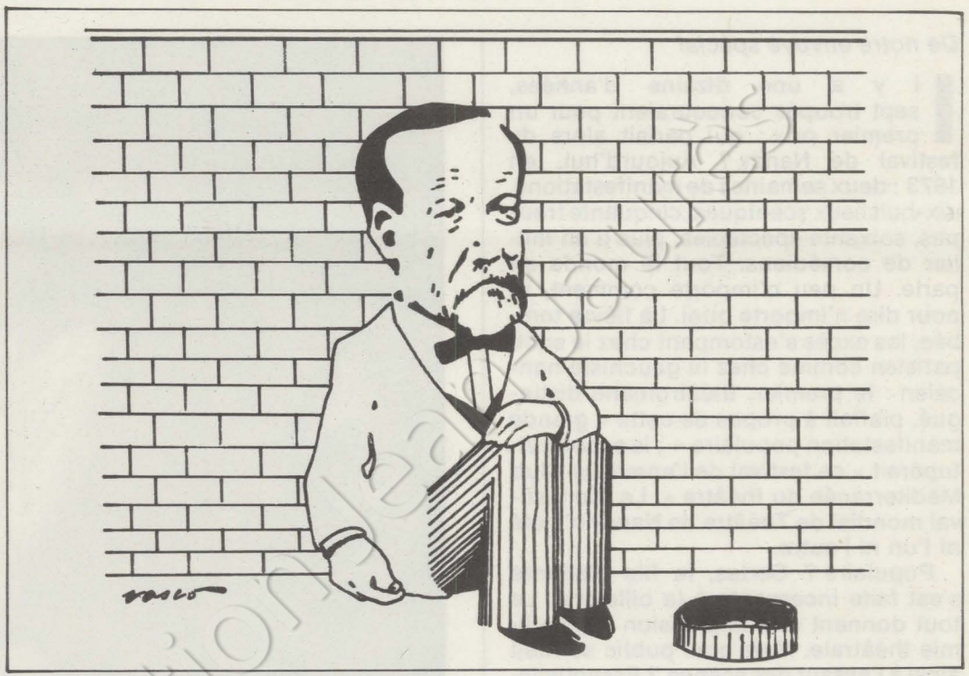
Dimanche, les scientifiques feront la manche. Au coin des rues, aidés par de gentils bénévoles ils nous demanderont de sauver l'Institut Pasteur, d'aider la recherche médicale, de participer de tout cœur au rayonnement de la science. Le tout pour notre bien, évidemment. Journaux, radios, télé, ont participé à l'orchestration de la campagne avec un ensemble et une efficacité rares ; n'était-ce pas, mercredi, Léon Zitrone et Philippe Bouvard qui menaient le jeu ? Premier temps, la noble figure, Pasteur, le vaccin contre la rage, la science prenant forme, le succès. Puis l'espoir, l'an 2000, les découvertes envisagées, de nouvelles maladies vaincues, le cancer définitivement éliminé. Enfin — car les histoires ne finissent pas toutes bien — vient le fric.

L'Etat fait ce qu'il peut, c'est bien connu. Il investit dans le « lourd », les bâtiments, le matériel. Mais, chacun le sait, l'Etat n'est pas à même d'intervenir « pour parer une difficulté précise, pour réparer un instrument endommagé, pour régler une situation imprévue », comme dit la Fondation pour la recherche médicale. D'ailleurs, cette incapacité de l'Etat peut se mesurer dans d'autres domaines. Celui de la défense nationale, par exemple. Robert Galley, nouveau ministre des Armées, face aux difficultés qu'ont les généraux à entretenir leur matériel, doit sérieusement loucher du côté des quémandeurs. Partant du principe que l'Etat ne peut intervenir que pour le « lourd », à quand des adjudants au coin des rues quêtant pour réparer leur AMX 30, pour se payer le kérosène de leurs Mirage ou pour permettre à quelques chercheurs d'étudier un nouveau gaz de combat ou une bombe à billes ?

Débat absent

Soyons sérieux. Le budget de la recherche médicale s'élevait, en 1972, à 450 millions de francs, soit 19 % du budget général de la recherche. Celui-ci ne représentant que 1,2 % du budget de l'Etat. Un peu plus, mais pas beaucoup, que celui que gère Maurice Druon et que l'on appelle — Dieu sait par quelle aberration — budget des Affaires culturelles. Comparé au budget de l'Armée, ces pourcentages sont pour le moins ridicules.

Et pourtant, lorsque le VIe Plan fut élaboré, lorsque furent fixés les buts, les rythmes et les moyens de la recherche, aucun des supports de la campagne actuelle n'a saisi l'occasion d'ouvrir un véritable débat. C'est ce jour-là qu'il aurait fallu demander aux Français — et aux chercheurs — quels étaient les choix à faire. Car l'opinion publique est consciente des insuffisances de la recherche tout court et de la recherche médicale en particulier. Un sondage réalisé en mars dernier le montre : 63 % des personnes interrogées déclaraient que la recherche n'est pas assez développée. Et 57 % considéraient que cette insuffisance est due au manque de moyens matériels et financiers. Bien sûr, 92 % de l'échantillon considèrent que « la recherche médicale fait partie des problèmes vraiment très importants auxquels il convient de consacrer un maximum de moyens et d'argent ». Et, pris dans cette contradiction — l'Etat ne fait rien, il faut pourtant faire plus — les Français remplacent le Pouvoir.



Ce qui ne règle rien. En effet, la charité publique est incapable d'assurer, à moyen ou à long terme, le financement des activités de recherche. « L'appoint » fourni par les collectes, représentant une part importante du budget de fonctionnement des laboratoires, est en réalité dangereux. Il suffirait, le jour de la collecte, d'une tornade — ou de la lassitude — pour que soit remises en cause un certain nombre de recherches. Et, déjà, certaines d'entre elles ne sont pas entreprises : il faut savoir choisir !

Pourtant, dans le cas de l'Institut Pasteur, les choses sont un peu plus compliquées. Indépendant de l'Etat depuis sa création, l'Institut tient à le rester. C'est à cela que s'emploie Jacques Monod. Pour lui l'important est de sauver l'acquis. Un Institut qui a « produit » 6 prix Nobel, qui a découvert, inventé. Pour cela il lui faut de l'argent. Il le prend où il peut. Ce qui n'est pas gênant pour le Pouvoir. En effet, le but de l'opération est de jeter un pont entre la situation financière actuelle, qui est mauvaise, et celle de l'avenir, qui doit être bonne — grâce à l'usine de Louviers-Incarville qui fabriquera, industriellement, des vaccins. L'Etat pourra alors expliquer à tous les chercheurs qu'ils n'ont qu'à faire comme les « pastoriens » : rentabiliser leurs recherches ou les arrêter si elles ne sont pas rentables. Cela évitera les crédits, favorisera la recherche appliquée et n'obligera pas les autorités à penser à une véritable politique de la recherche. A terme, cela évitera même les problèmes avec les chercheurs : la majorité d'entre eux pourra se reconvertir.

Resteront des opérations ponctuelles que l'on demandera au bon peuple de payer. On aura, pour cela, des trémolos dans la voix et un bon argument : c'est de notre santé qu'il s'agit.

GUY PERRIMOND

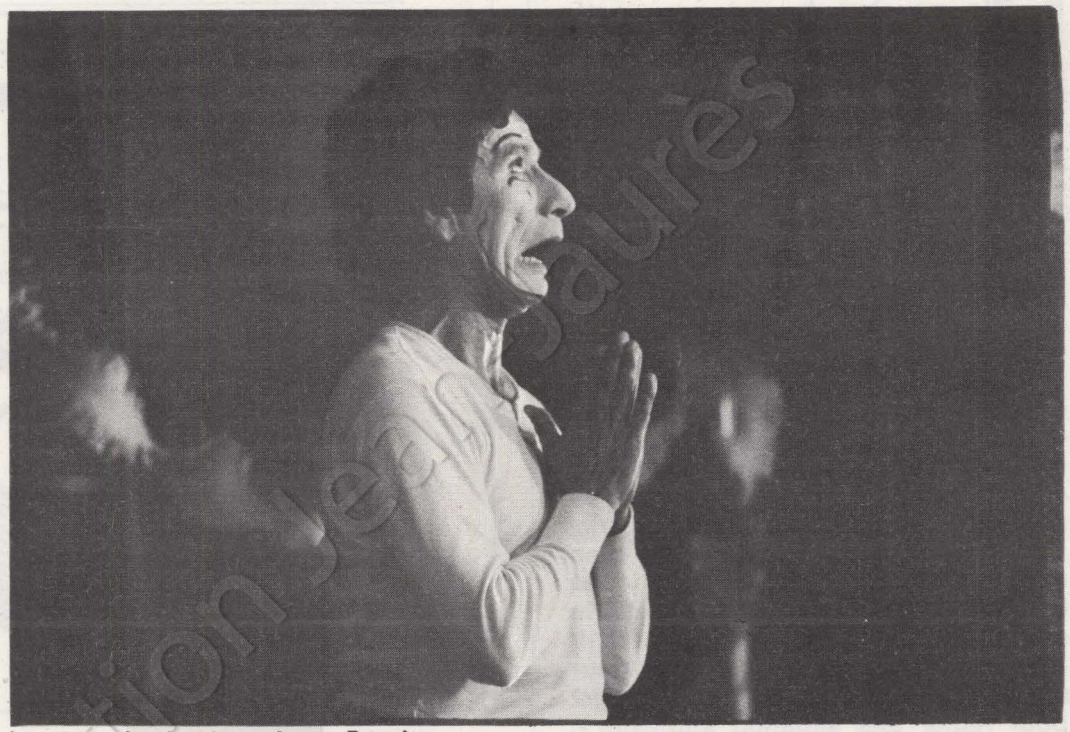
Des cocktails Molotov à Nancy

De notre envoyé spécial

Il y a une dizaine d'années, sept troupes concouraient pour un premier prix : qui parlait alors du festival de Nancy ? Aujourd'hui, en 1973 : deux semaines de manifestations, dix-huit lieux scéniques, cinquante troupes, soixante spectacles, plus d'un millier de comédiens. Tout le monde en parle. Un peu n'importe comment, et pour dire n'importe quoi. La fièvre tombée, les excès s'estompent chez le snob parisien comme chez le gauchiste nancéien : le premier, théâtromane distingué, piaffait à propos de cette « grande manifestation populaire » ; le second vitupérait « ce festival de l'ennui, ce Club Méditerranée du théâtre ». Le IXe festival mondial de Théâtre de Nancy n'a été ni l'un ni l'autre.

Populaire ? Certes, la file d'attente s'est faite incessante à la billeterie. Le tout donnant une impression de boulimie théâtrale. Mais quel public se ruait ainsi à l'assaut des scènes ? Essentiellement des étudiants, pour qui le Festival est bouffée d'oxygène dans la grisaille bedonnante d'une atmosphère morne et bourgeoise. On croise de-ci de-là quelques célébrités : Delphine Seyrig, Pierre Cardin, Alain Cuny, Peter Brook... Rien à voir avec les brassages sociologiques d'Avignon, où les vacanciers en short côtoient des hippies tranquilles, de la fête de « l'Huma » ou des grandes ferias arlésiennes ou nîmoises. La population de Nancy, elle, est ostensiblement hostile et des hôteliers refusent même de recevoir des « gens de couleur ». La greffe n'a pas encore pris : on l'a bien vu au cours de ce Premier Mai troublé où le Festival a dû s'interrompre la journée durant.

La traditionnelle manifestation s'était déroulée dans le calme. Le défilé se dispersait. Soudain, la place Stanislas fut cernée par les C.r.s. Explication du préfet : « On peut craindre des provocations. » Elles ne tardèrent pas à venir. Comme par hasard ! Et bouteilles vides et projectiles de voler. Ils étaient cinquante manifestants. Partout, des cars de police. La ville fut ainsi « occupée » jusqu'à 18 h — pour cinquante personnes ! Les promeneurs du dimanche purent ainsi voir « ce que provoque le Festival ». Qui osera affirmer que tout ce bruit n'a pas été volontairement orchestré pour déconsidérer et abattre une manifestation culturelle unique ? Et qui a suggéré au préfet de menacer d'expulsion tout étranger pris dans la rue ?



Le mime péruvien Jorge Acuna Paredes.

Maurice Druon et Raymond Marcellin, main dans la main, semblent décidés à faire marcher la culture à la baguette.

Il est vrai que le double emblème de ce IXe Festival symbolise tout ce que Druon exècre : « minorités culturelles et traditions populaires ». En un mot, la chienlit de la culture, les laissés pour compte du théâtre. Les organisateurs sont allés les chercher au quatre coins du monde. Avec un espoir : que leur présence aiguillonne les hommes de théâtre français. Car si, à cause de la ville de Nancy — peu hospitalière — et de la date choisie, la manifestation en elle-même ne peut prétendre drainer les foules, les retombées du Festival sont loin d'être inintéressantes : vingt troupes vont, d'ici à la fin du mois de juin, parcourir la France, vingt troupes qui sont les meilleures et que les « privilégiés » du Festival ont unanimement admirées. Ce qui prouve que l'ennui ne fut pas de la partie. Ce qui situe la fonction exacte de cet événement annuel : révéler à l'hexagone pantouflard que le vent qui se lève outre-mer et outre-frontières vaut la peine d'être humé.

Le Festival grandit, le Festival progresse. Jusqu'à maintenant, il nous valait une découverte par an. Successivement. Grotowski, les Compesinos, les Bread and Puppets, Bob Wilson. Cette année, une bonne vingtaine de spectacles ont suscité discussions et ferveur. Une partie met en avant une révolte grondante. Une autre transpose sur scène la violence de la vie et la pousse jusqu'aux paroxysmes de la cruauté. Une autre enfin répond aux mutilations du monde actuel par la dérision et les tartes à la crème. Trois manières différentes pour un même cri : ras le bol du capital, de ses chiourmes et de leur ordre moral. On comprend que Druon se sente menacé...

En rage

Les voix de la révolte sont d'abord sud-américaines. Le mime péruvien Jorge Acuna Paredes en est le fer de lance. Il s'installe n'importe où, sur une place, dans une rue ; il sort sa boîte à maquillage et se peint le visage ; il parle de la pantomine ; il se tait ; ses gestes font le reste : il mime des scènes de la vie d'un péruvien pauvre. Pas besoin de discours. On a compris : il faut que cela cesse. Même dénonciation chez les Colombiens du Grupo La Candelaria-Casa de la Cultura de Bogota : ils narrent la rebellion des paysans de 1781 contre les occupants espagnols ; leur « création collective » n'est pas sans rappeler le mode théâtral d'Ariane Mnouchkine et de sa troupe. On retrouve cette sobre intensité dans les deux spectacles du Grupo Aleph de Santiago du Chili : reflets de la situation chilienne actuelle, ils s'en prennent à la mentalité attentiste et peureuse des petits bourgeois de la





La Japonaise Kayoko Shiraishi.

classe moyenne, qui préfèrent leurs plaisirs égoïstes à l'amélioration de l'existence de tous. Toutes ces réalisations sont profondément enracinées dans le vécu social de l'Amérique latine. A la violence subie, ce théâtre répond par la froideur feinte des rebelles qui préparent un assaut.

D'autres ont choisi de répondre à la violence par la violence, par la frénésie, par l'insupportable. C'est le cas des Japonais du Waseda Shogekijo de Tokyo : passant au tamis l'inconscient nippon, le metteur en scène fait surgir le nationalisme désuet et ses fantasmes, l'oppression sociale de la femme et son arbitraire ; et il répond par la mise en image d'une femme en furie repoussant tous les obstacles. Prodigieux exorcisme où la comédienne Kayoko Shiraishi signe une performance jamais vue. Le plus grand moment du Festival... Avec moins de vigueur, mais avec une sincérité aussi authentique, les Portugais du Teatro a Communo règlent son compte au jugement de Dieu et au rôle répressif de la religion dans l'histoire du Portugal : une jeune femme, héroïne de la liberté, se débat dans un réseau de perches de bambou qui sont autant d'interdits.

Les Italiens se sont également mis en rage : Giuliano Vasilico et la Compagnie Beat 72 de Rome, avec « Les 120 journées de Sodome » de Sade, se sont inscrits sur la liste des héritiers de Ronconi et de son fameux « Orlando furioso ». Un clavecin délire, tandis que le bourreau se repaît des souffrances de sa victime. Des femmes prennent des poses obcènes. Les débauchés du Marquis vont sur des chariots, tels des automates dont le moteur serait le crime. Ces effrayantes descriptions devraient guérir de tous les mensonges et de toutes les illusions.

La cruauté et le rire

Mais que sont ces rituels en face des productions insoutenables des Américains du Iowa Theater Lab et des Britan-



La Compagnie Beat 72 de Rome.

niques du R.a.t. ? Les premiers acceptent que trente spectateurs, pas un de plus, regardent un homme et une femme désirer, violer et battre un autre être humain. Les seconds vont jusqu'à faire couler le sang sur scène : quatre comédiens se frappent — vraiment — à coups de bâton, jusqu'à ce que plaies et boursouflures s'ensuivent.

Mais la cruauté la plus insidieuse, la plus persuasive est celle du Polonais Joseph Szajna. Ayant quitté le cinéma pour travailler au théâtre avec Grotowski, il dirige maintenant le Teatr Studio de Varsovie. Couvert de prix, d'honneurs, de titres, cet homme fascinant va encore de l'avant. Il est à la modernité ce que Breughel et Bosch furent à leur époque. Les acteurs, dans ses pièces, dans « Réplique » — présentée à Nancy — entre autres, n'ont plus de visages, mais des masques anonymes ; reste à investir et animer le domaine du mouvement. Des épaves humaines surgissent lentement, s'arrachant à des tas d'immondices. Peu à peu, sur ce terrain d'épouvante, la vie l'emporte sur la mort. Sur fond d'images terrifiantes s'élève l'appel essentiel : hommes, debout !

Dérision et tartes à la crème, disionsnous aussi. Entre les deux tons, il existe un fossé, mais dans les deux démarches on trouve un même but : le souci de ridiculiser. Ainsi œuvrent les Allemands de Bochum dans le (ou la ?) « Salomé » d'Oscar Wilde. Et les Polonais du Teatr Stu de Cracovie avec « La Chute » ou « éléments verticaux et horizontaux dans la vie de l'homme moderne ». Et les Bulgares de l'Académie théâtrale Kriato Sarafov de Sofia, avec « Le pouvoir aux femmes ». Et les Américains de la Godzilla Rainbow-Troup de Chicago dans « Les putains de Babylone » et « Crottes en enfer ». Toutes ces allégories se présentent comme des comédies sauvages qui viennent planter le rire là où il est bon ton de s'absorber dans des flots de réflexion intérieure. Ce qui ne

→

Atelier Critique
MARY Mc CARTHY
RAPPORT SUR
LE PROCES DU CAPITAINE
MEDINA
accusé d'avoir,
le 16 mars 1968, à My Laï,
volontairement tué,
avec préméditation,
au moins cent civils vietnamiens...
"LIBERTES 2000" ROBERT LAFFONT

Des cocktails Molotov à Nancy

signifie pas que ces spectacles sont exercices gratuits et gaudriole. Ils refusent simplement d'être didactisme et ennui. Ils prouvent que le comique sait être un élément de critique et de mise en garde. Les meilleurs exemples étant le fait du Teatro Independiente de Madrid et du Pao et Circo de Sao Paulo ; les Espagnols font jouer le « Rétable de Don Cristobal » de Lorca par des clowns ; les Brésiliens font entrer le cirque, l'ivrognerie, la fornication, la démesure, la crème Chantilly et la tuerie dans « La noce chez les petits bourgeois » de Brecht — inutile d'insister sur l'efficacité de la formule en signalant que ces troupes connaissent beaucoup d'ennuis avec la censure de leur pays respectif (1).

Pauvre Druon ! Que va-t-il faire contre tous ces cocktails Molotov itinérants ? Quand on pense, Monsieur le ministre, que le festival de Nancy ne coûte que 30 petits millions d'anciens francs, on n'ose pas vous demander combien ont coûté à l'O.r.t.f. vos tristes « Rois maudits » !

JEAN MONTAGNARD

(1) Certaines de ces compagnies vont venir à Paris tandis que d'autres sillonneront la province. Le Tabano (Espagne) va se rendre successivement à Nanterre (Théâtre des Amandiers), Dijon, Aix-en-Provence, Avignon, Toulon, Marseille, Nîmes et Toulouse. Le Pao e Circo (Brésil) a déjà organisé sa tournée en banlieue de Paris : Théâtre Sorano de Vincennes, Théâtre 71 de Malakoff et Théâtre des Amandiers de Nanterre. Acuna Paredes (Pérou) ira de Longwy au Théâtre des Amandiers de Nanterre, en passant par Lyon, Thonon, Malakoff et Vincennes. La municipalité de Champigny organise les représentations de la Candelaria (Colombie) dans la région parisienne. Le R.a.t. (U.s.a.) est invité à Lyon et Dijon, le Grupo Aleph (Chili) à Lyon. Les Parisiens pourront voit le Iowa Theater Lab (U.s.a.) chez Cardin (Théâtre des Ambassadeurs), la Godzilla Rainbow Troup (U.s.a.) chez Jean-Pierre Vincent (Théâtre Palace) et l'inégalable Kayoko Shiraighi (Japon) chez Jean-Louis Barrault (Théâtre Récamier), etc.

Un observateur de l'Histoire

« Essai d'autobiographie profesionnelle. » Jean Daniel a ainsi défini lui-même le livre dans lequel il vient d'enfermer 25 ans de sa vie d'homme et de journaliste (1). Un quart de siècle fertile en événements, que le directeur du « Nouvel Observateur » a traversés à sa manière et sur lesquels il témoigne aujourd'hui sans que le recul du temps ait altéré en quoi que ce soit la sensibilité, la subjectivité qui font la valeur de ce témoignage.

On ne comprend pas Jean Daniel si on l'isole de sa naissance algérienne et de son environnement méditerranéen. Tout a commencé dans la « grande maison » de Blida où, à 15 ans, il trouvait sa première foi à la lecture de Gide. Tandis que lui parvenait le message du Front populaire, véhiculé par l'hebdomadaire « Vendredi » où se retrouvaient, avec l'auteur des « Nourritures terrestres », Aragon, Breton, Malraux, Nizan, Romain Rolland, Martin du Gard, Alain, Giono, Cocteau, Guilloux, etc. Pléiade exceptionnelle à travers laquelle Jean Daniel donnait peu à peu à son engagement politique une dimension intellectuelle qui le prédisposait insensiblement à de futurs déchirements.

La guerre d'Algérie fut le premier. Devenu l'un des rédacteurs en chef de « l'Express », il allait la vivre au quotidien pendant tout le temps qu'elle dura. Non pas l'observer, la regarder, comme beaucoup d'envoyés spéciaux de la grande presse, mais bien la vivre dans sa chair — en juillet 1961 il fut grièvement blessé à Bizerte — et dans son cœur de « pied-noir de gauche ». Et déchiré parce que « l'idée que l'Algérie pût un jour constituer un Etat souverain était, dans son enfance et dans son milieu, inconcevable », mais qu'il était lui-même persuadé que « de toute manière et pour n'importe quel objectif, il fallait traiter avec le F.l.n. » L'histoire de cette période, des ruptures inévitables — avec des amis de jeunesse, avec Camus — fournit sans doute les meilleures pages de ce récit et les plus lucides. Plus de dix ans après, elles apportent une mesure humaine à cette guerre qui a marqué profondément des millions de Français, même si la plupart d'entre eux paraissent aujourd'hui l'avoir oubliée.

Délivré de l'Algérie, encore marqué par sa blessure, Jean Daniel chercha ailleurs la grande aventure dont rêve tout journaliste. Il la trouva en octobre 1963 en rencontrant à quelques jours de distance John Kennedy à Washington et Fidel Castro à La Havane. Il était avec ce dernier sur la plage de Varadero à l'instant où le Président américain était assassiné à Dallas. De ce moment qui ébranla le monde, il a gardé un souvenir dont la relation, malgré le temps écoulé, demeure un étonnant document.

A lire ces pages d'une grande richesse — et très supérieures aux réflexions « de vive voix » qui constituent la dernière partie du livre — on est tenté d'éprouver un regret : celui que les fonctions de Jean Daniel à la tête d'un des plus grands hebdomadaires français l'empêchent de continuer à parcourir le monde, comme il aimerait lui-même le faire, pour y découvrir au cœur de l'Histoire « ces images simples et vastes » qui ne sont qu'un jour la vie, mais qui survivent longtemps dans le temps qui reste.

CLAUDE ESTIER

(1) « Le temps qui reste », Stock.

Un chant de gloire à la République

« Quatre-vingt treize » après « Quatre-vingt neuf », ce n'est pas seulement la suite chronologique de deux volumes de la collection L'Humanité en marche (éditions Martin-sart) : c'est l'expression du sens révolutionnaire qui s'attache à la marche historique du temps.

Ce sens, Stellio Lorenzi, dont le nom évoque pour nous le réalisateur célèbre d'émissions télévisées, le souligne dans sa lumineuse préface. « Quatre-vingt treize » après « Quatre-vingt neuf » et la conquête de la liberté, c'est le coup d'envoi irrésistible et inouï des luttes pour l'égalité, tâche immense qui, à travers 1848, 1871 et 1917, se prolonge jusqu'à nous. Tâche humaine, cependant, puisqu'il s'agit de rien moins que de la construction du socialisme. Robespierre, Marat, Saint-Just ? Des « météores », selon Stellio Lorenzi, qui « étaient nés avant le temps ».

Pour Albert Soboul, 1793 c'est la recherche de l'« impossible République », celle qui devrait établir, après la démocratie politique, la difficile démocratie économique. Tentative hardie, surhumaine sans doute en des temps où s'avivaient les contradictions internes de la « sans-culotterie » parisienne qui avait porté au pouvoir le gouvernement révolutionnaire.

Malgré — et à cause de — ces contradictions, de ces antagonismes souvent violents, le bilan de la lutte allait être largement positif. Il devait permettre, avec la liquidation de la guerre aux frontières, la défaite de la contre-révolution intérieure : « La Terreur, écrit Albert Soboul, avait déblayé le champ pour l'instauration d'une société nouvelle ». Albert Soboul est titulaire, en Sorbonne, de la chaire de la Révolution française. Son étude historique de « 93 », qui s'ouvre sur le procès du roi, s'ouvre aussi sur le sens de l'engagement de la Convention, défendre coûte que coûte les conquêtes politiques et sociales de 1789 : « vivre ou mourir », tel était l'enjeu. On en connaît la suite : les soldats de l'An II, la Terreur, le 9 Thermidor... et le foyer de la Grande Révolution rallumé !

Comme en écho, le roman de Victor Hugo, « Quatre-vingt treize », résonne de ces paroles prononcées par l'un de ses héros :

IMPRIMERIE D'HEBDO TC

L'œil en coin

Culture minute



Bernard Pivot (à droite) et ses invités.

L'O.r.t.f. est malade de ses émissions littéraires. Que ce soit « Italiques » de Marc Gilbert ou « Ouvrez les guillemets » de Bernard Pivot. Ces deux émissions profitent d'une bonne programmation, d'un budget relativement important, et de bons horaires.

Mais pour autant, donnent-elles envie de lire à ces 54 % de Français pour qui le livre est un monde inconnu ? Certainement pas. Car elles pèchent toutes deux par les mêmes erreurs, les mêmes prétentions initiales.

Vouloir traiter 10 livres, inviter au minimum 8 écrivains ou critiques littéraires en une heure d'antenne, c'est s'exposer aux contraintes de l'horaire, ne laisser que 5 minutes à des personnages souvent fort intéressants, mais qui n'ont pas la technique des caméras de télévision. C'est aussi voir rapidement les dialogues entre les invités dégénérer en discussions entre personnes trop bien élevées.

Prenons deux exemples. Il y a 15 jours, Bernard Pivot invitait Jean Daniel pour présenter son livre « Le temps qui reste ». Jean Daniel eut le chance d'être au centre de l'émission et de se voir accorder quelque 15 minutes d'antenne. Mais, en 15 minutes, un Français qui ne connaissait pas le rôle de Jean Daniel *(voir page précédente)* pouvait-il vraiment apprécier tout ce qui s'est dit ? Je ne le crois pas.

Cette semaine, c'était autour de Georges Duby et de son « Histoire de Bouvines » que gravitait l'émission de Pivot. Georges Duby, pour ma génération d'apprentis-historiens, c'est le symbole de l'Histoire nouvelle, de ce que l'école des Annales nous a apporté. Mais, en 15 minutes, comment un Français qui ne connaît de l'Histoire qu'André Castelot — c'est-à-dire le pire — pouvait-il comprendre l'apport énorme d'un des plus grands historiens français vivants ?

Tous ces vices, tous ces présentateurs obsédés par la montre, font que ces émissions littéraires ne traitent que de façon allusive la littérature. Et ce n'est pas ainsi que l'O.r.t.f., par la simple vertu de ces clins d'œil réservés à une élite culturelle, donnera envie de lire à la majorité des Français.

Paradoxalement, c'est le service de la Recherche qui montre la voie à suivre, en présentant au cours de l'émission « Un certain regard » un écrivain ou un philosophe, pendant une heure ou deux. En le filmant en toute liberté, en le faisant parler, en éliminant, grâce au montage, les scories inévitables de tout dialogue. Bref, en donnant à voir et à vivre un homme et son livre.

NICOLAS BRIMO

« Dans des temps comme les nôtres, la pitié peut être une des formes de la trahison ».

Claude Santelli, qui a réalisé pour l'édition un découpage aussi intelligent que sensible du « Quatre-vingt treize » hugolien, n'en mutile absolument pas la valeur de testament spirituel. Dans le contexte de l'insurrection royaliste de Vendée — où, on le sait, se situe l'admirable roman — on retrouve, avec la marque du génie, la lutte épique des « Bleus » contre les « Blancs », le chant de gloire à la République, l'épopée populaire, car le peuple sublime, opprimé, misérable, est partout présent.

Faisant ainsi suite à l'étude d'Albert Soboul après la préface de Stellio Lorenzi, le livre se termine dans une sorte de crescendo.

NOEL JOSEPHE

Télé-sélection

VENDREDI 11 MAI

En forme de reportage : comment naît un opéra — « La Passion grecque » de Martinu, d'après « Le Christ recrucifié » (19 h 55, ch. 3).

Au magazine 73 : le Brésil (21 h 25, ch. 1).

Show du « king » Elvis Presley (22 h 25, ch. 1).

SAMEDI 12

Finale du challenge Du Manoir de rugby : Narbonne-Béziers (16 h, ch. 1).

DIMANCHE 13

« Tarzan et les sirènes », de Robert Florey, avec Johnny Weissmuller (17 h 30, ch. 1).

Le cinéma à ... Amiens : un mini-festival avec « l'Impossible objet » de John Frankenheimer, « Zambizanga » de Sarah Maldoror et « Vivre ensemble » d'Anna Karina. Les acteurs et les metteurs en scène présentent les films et en discutent avec le public (20 h 35, ch. 2).

« Le silence » d'Igmar Bergman, avec Ingrid Thulin : la détresse et l'affrontement de deux femmes (22 h 10, ch. 2).

LUNDI 14

« Reflets dans un œil d'or » de John Huston, avec Elisabeth Taylor et Marlon Brando : un grand Huston méconnu. La déchéance des couples dans un cantonnement de Géorgie (20 h 30, ch. 3).

L'émission littéraire de Bernard Pivot, Ouvrez les guillemets — voir notre article ci-contre (21 h 40, ch. 1).

« L'école dans la ville » de Jean Lallier et Monique Tosello : des universitaires et des travailleurs sociaux, fondateurs, à Metz, de l'Institut européen d'écologie, s'interrogent sur l'avenir de leur ville. Ils veulent faire de l'école un lieu ouvert où se confronteront les expériences et se définiront les besoins (22 h 20, ch. 2).

MERCREDI 16

Football : Finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes : Leeds United contre Milan (19 h 15, ch. 2).

« Naissance du fascisme », par Max Gallo (20 h 15, ch. 3).

Un couple face au problème de la stérilité : la dernière émission — hélas — de la série d'Eliane Victor Les femmes aussi. Un adieu (21 h 50, ch. 1).

JEUDI 17

Un Bunuel féroce, comme toujours : le « Journal d'une femme de chambre » d'après Octave Mirbeau, avec Jeanne Moreau (20 h 30, ch.1).

Au magazine 52 : le roi Fayçal d'Arabie à Paris (20 h 30, ch. 3).

Santé à vendre

Réalisée par une centaine de militants de la C.f.d.t., une enquête passionnante sur les conditions de travail dans les Pays de Loire, dont « l'Unité » publie des extraits en exclusivité (1). Marins-pêcheurs, O.s. travaillant à la chaîne ou au rendement, travailleurs de l'habillement et de l'alimentation, employés de bureau, routiers, vendeuses de grands magasins, standardistes, tous ceux qui vendent leur santé racontent la vie qu'ils mènent, les risques qu'ils courent, la fatigue qui s'accumule. Un document qui n'intéresse pas seulement les habitants des Pays de Loire...



A LA BULL-ANJOU - Entreprise électronique - 2 200 à 2 300 personnes dont 50 % de femmes

« Le travail sur les bains d'acide provoque des allergies : boutons, rougeurs, brûlures. On appelle ça « la piscine ».

Nous employons toutes sortes d'acides : sulfate d'ammonium, sulfate de cuivre, acide chlorhydrique, acide sulfurique, perchlore, acide borique, acide citrique, nickel, riston ou PH 12.

C'est nocif à tout point de vue ; on abrège nos jours.

L'acide attaque nos vêtements, nos verres de lunettes, nos collants, les bijoux en toc noircissent tous, les boutons de vêtements sont attaqués également. Nos vêtements du dessous sont abîmés, même avec la tenue de sécurité.

La direction nous propose bien d'aller se faire rembourser, mais c'est humiliant, nous n'allons pas aller lui montrer nos soutiens-gorge et nos slips. Pour être remboursés, il faudrait les porter sur le bureau de la direction, ce n'est pas pensable.

La direction nous dit : « Il n'y a rien de dangereux à la piscine », mais elle nous interdit de manger un bonbon, de boire, de fumer une cigarette, donc pourquoi ?

Une fleur mise à côté des postes de travail se fane tout de suite ; il y a bien quelque chose...

Quand il y a quelqu'un de malade, personne ne veut venir remplacer les gens qui travaillent aux acides. En 1972, Germaine est tombée toute entière dans un bain ; heureusement, c'était le moins nocif des bains. Elle n'avait pas de brûlures apparentes, mais, depuis cet accident, elle n'a plus ni goût ni odorat. Elle a également des ennuis circulatoires. C'est même dangereux : un jour, elle nettoyait son gaz, elle avait ouvert un bouton et ne sentait rien, elle aurait pu s'asphyxier si son fils n'était pas arrivé à temps... Il y a des suites et c'est grave de conséquences parfois.

Il faudrait choisir des gens pour la « piscine » et prendre des robustes, ce n'est pas la place des jeunes. Il pourrait y avoir une certaine rotation : faire circuler les gens.

La direction et la sécurité ne sont pas d'accord pour que nous ayons des prises de sang régulières.

Les bains pourraient être couverts ; il devrait y avoir une grille de protection tout le tour de la piscine. Mais avec des protections, le travail se fait moins vite...

Le sol, c'est du caillebotis. Pas question d'avoir des chaussures un peu mode.

Avec notre tenue de sécurité (blouse grise), nous sommes prises pour des bagnards : un jour qu'il y avait une prise de sang au laboratoire Poirier, la Bull prenait une dizaine de filles à l'usine et les emmenait directement, en tenue de travail, au laboratoire ; parmi les clientes qui attendaient, une dit à sa fille : « Tu vois, c'est la nouvelle tenue des prisonniers ». Ça ne fait pas plaisir.

Le soir, lorsque nous prenons notre repas à la cantine, les blouses blanches viennent voir. Si nous sommes là, ils partent. De même quand nous allons à la buvette, il y a de la place, tout le monde « fiche le camp », tellement nos vêtements sont imprégnés de l'odeur des acides. Les gens nous fuient... »

CEGEDUR - Montreuil (Maine-et-Loire) 1 200 ouvriers dont 800 à la fabrication. Travail en équipe (tréfilage, filage, fonderie, étirage).

« La semaine de nuit, c'est la semaine de grogne. A l'usine de 9 h du soir à 5 h 05 du lendemain matin.

De 1 h 30 à 3 h : j'ai le coup de pompe, les yeux qui papillotent. Je bois un litre de café pour tenir.

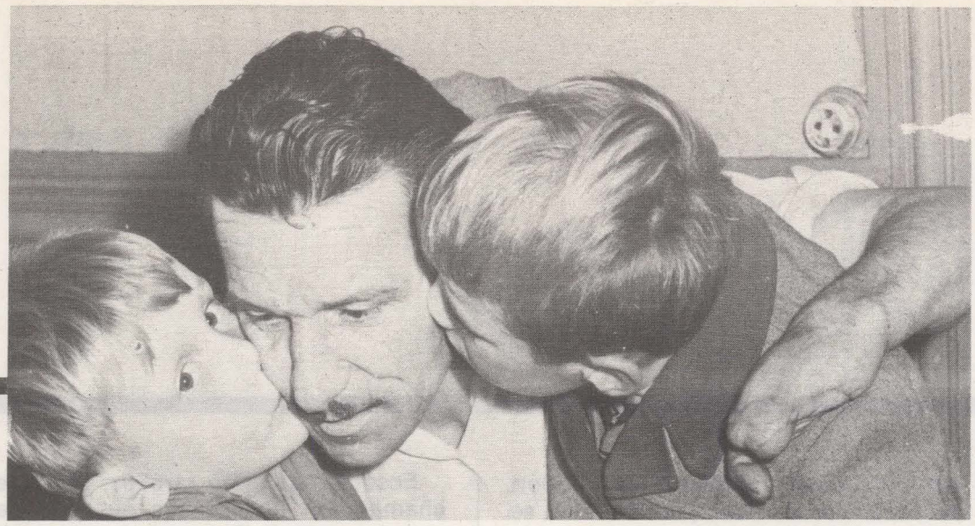
A 5 h, quand je quitte, je n'ai plus envie de dormir.

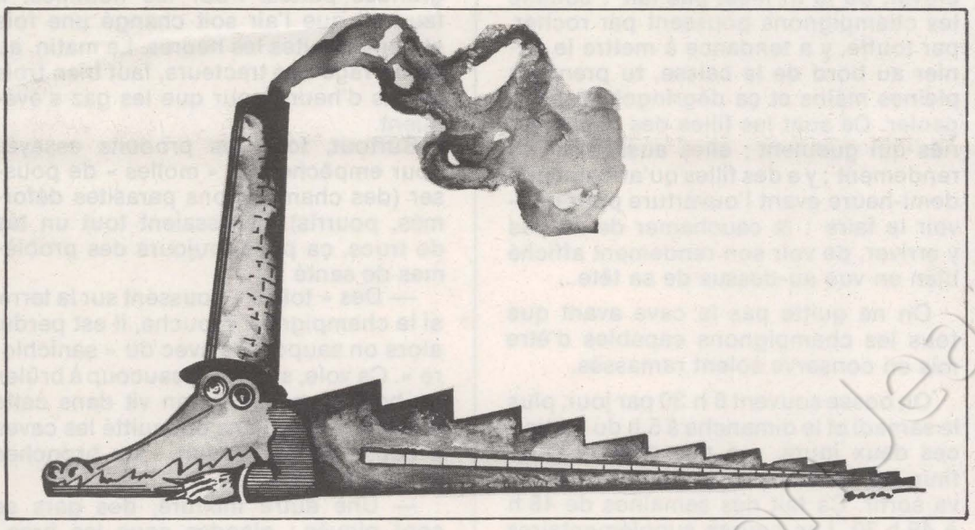
A 7 h 30, les gosses sont debout : pas moyen de dormir, alors je me lève. J'ai la grogne, je ne parle guère à table.

Je me recouche dans l'après-midi. Je prends des somnifères : 2 comprimés de Périactil ; le docteur m'en conseille 6, mais le lendemain, c'est vaseux.

— Moi, je prends des boules Quiès. Pour dormir, ça dépend de l'environnement. Il y a un groupe scolaire à côté avec des séances de gymnastique. Les

(1) « Santé à vendre » (10 F). Comité régional C.f.d.t. des Pays de Loire — 10, rue de Bel Air, Nantes - Tél. : 71.18.09. C.c.p. Nantes 1791.58.







groupes se succèdent et j'entends des coups de sifflet toute la matinée.

Si tu habites une Zup, le cauchemar c'est le mercredi et la tondeuse à gazon.

Combien de fois, par tous les temps, la mère emmène les mômes se balader pour te foutre la paix.

Je connais des gars qui vont coucher dans une cabane dans leur jardin, ou avec une couverture dans les bois ou sur les bords de l'eau, car ils sont incapables de dormir à la maison, spécialement le mercredi.

Après la semaine de nuit, il me faut 3 jours pour récupérer et, entre deux semaines de nuit, il ne s'est passé que 15 jours. Le mercredi de la semaine du matin, moi, je commence à avoir les coliques.

Quand on commence la semaine du matin, le changement de rythme m'empêche de dormir et cette perspective me gâche mon week-end.

Ma femme, qui fait les 2 x 8, a la nuit des cycles nerveux réguliers qui représentent sans doute son rythme de travail à l'usine.

Il y a des gars qui ont des sièges : ils ne s'assoient jamais, de peur de s'empafer sur le boulot, car là c'est le nez dans le métal. A 5 h le matin, les gars sont pas frais ; les plus vieux qui travaillent de nuit pour ne pas perdre de salaire sont sur les genoux en passant à la pointeuse.

Il y a beaucoup d'accidents de trajet chez les gars en équipe.

Le travail de nuit, ça t'abrège ta vie de 10 ans.

Ceux qui font les 3 x 8 ont tous mal à l'estomac, parce qu'on se couche toujours après un repas, donc avec l'estomac chargé.

A 3 h 30 ou 4 h, on prend un café ou un peu plus, ça dépend des gars.

A 18 h 10, casse-croûte : 20 minutes pour avaler un sandwich d'un demi-pain de deux livres, avec des fruits et un coup de rouge.

A la fonderie, on mange en coulant le métal.

On boit beaucoup. Les conditions de travail y obligent, on est déshydraté.

En été : 70° au poste de travail. On boit 4 à 6 litres dans les 8 h. On boit pas mal de vin. C'est une habitude. A la longue, boire tant, ça peut diminuer les réflexes.

Quand ils mettent les pastilles d'hexachlorétène dans le métal, ça reste dans l'atelier et quand vous avez cassé la croûte, vous avez droit d'aller dégueuler.

Quand je suis du matin, je vais me coucher à 8 h du soir. Pas de vie de famille, pas de réunions, pas question de venir sonner.

Quand je m'installe sur la banquette pour regarder la télé, c'est pas long. Je pique un somme. Je saute souvent les informations ou des morceaux de films.

Ma femme travaille en 2 x 8, moi à la journée. T'as l'habitude d'être tout seul à la maison. Je prends des habitudes de vieux gars. Je ne peux plus supporter les autres. Quand les autres arrivent, je suis paumé, bouleversé.

Au repas de famille, t'es jamais là. Des amis viennent à la maison, faut partir ou t'es pas arrivé, ou t'as envie d'aller au pieu. T'es des semaines entières sans voir les mômes qui vont à l'école.

Le samedi et le dimanche, t'as pas envie de sortir. Faut qu'on te foute la paix. Les gamins te traitent de vieux croûlant, parce qu'ils voudraient aller se balader.

Toi t'es juste bon à aller à la pêche ou à aller voir un match de foot.

Question vie sexuelle, tout est perturbé, ou t'as envie de dormir ou quand t'es en forme, c'est pas le moment.

Quand l'homme et la femme travaillent tous les deux dans des équipes différentes pour pouvoir élever leurs enfants, jamais un repas pris ensemble dans la semaine. »

PERRIER-Cholet
Fabrique de fermetures du bâtiment - Volets roulants, portes de garage standard, jalousies, etc. (fer, bois et plastique). - 296 O.s.

« Cette usine avait une gestion uniquement familiale, un fonctionnement artisanal pour environ 60 %.

→

→

Reprise en mains par des personnes venant de l'extérieur, pour des impératifs financiers.

C'est pourquoi, depuis 10 ans, nous n'avons jamais connu d'améliorations réelles, en tant qu'investissements matériels.

Nous avons des machines très vétustes.

Dans un service de presses à emboutir, qui emploie 15 femmes, un tiers ont les doigts coupés à hauteurs différentes.

Récemment, le dernier accident qui s'est produit, l'ouvrière avait une course de 20 cm sur sa machine, ce qui revient à dire que l'ouvrière pouvait y passer largement les 2 mains. Cette presse était actionnée par une pédale à pied.

La pièce s'enfile de travers, elle passe ses mains pour la redresser mais, en même temps, et c'est normal, appuie sur la pédale ; la presse descend (une puissance de plusieurs tonnes).

Pas besoin de commentaires...

Les cadences de travail étant toujours poussées au maximum, on a un certain rythme dans la peau et le cerveau. Aucune place pour autre chose que les réflexes mécaniques.

Sur cette presse, il n'y avait ni grille de protection ni garant pour empêcher de mettre les mains dans la presse. Il a fallu d'autres accidents pour arriver à manœuvrer ces machines seulement avec les mains, sans pouvoir faire deux gestes à la fois. »

LES CHAMPIGNONNISTES Région de Saumur - 2 500 travailleurs répartis en 80 caves. Travail sous terre avec lampe frontale ou lampe à carbure.

« Depuis quelques mois, suite à la grève d'octobre, ils veulent des cadences : 25 kg à l'heure, sinon t'as pas ton salaire horaire et, au bout d'un mois, t'es lourdé.

Alors, la trouille de ne pas y arriver, on se dit plus une parole. Ceux qui en font plus peuvent ramasser 2 à 3 mille anciens francs dans leur mois : ça fait pas lourd dans le portefeuille par rapport au poids des derniers paniers. Faut se crever, ou le tri n'est pas fait : comme les champignons poussent par rocher, par touffe, y a tendance à mettre le panier au bord de la caisse, tu prends à pleines mains et ça dégringole dans le panier. Ce sont les filles des conserveries qui gueulent ; elles aussi sont au rendement ; y a des filles qu'arrivent une demi-heure avant l'ouverture pour pouvoir le faire : le cauchemar de ne pas y arriver, de voir son rendement affiché bien en vue au-dessus de sa tête...

On ne quitte pas la cave avant que tous les champignons capables d'être mis en conserve soient ramassés.

On bosse souvent 8 h 30 par jour, plus le samedi et le dimanche à 5 h du matin ; ces deux jours, y a pas d'heure pour finir, on ne sait pas à quelle heure on va sortir. Ça fait des semaines de 48 h à 49 h 30. Les heures supplémentaires sont payées à partir de 46 h à 25 %, pas d'heures à 50 %. Le dimanche, à 100 %.

On devrait avoir deux dimanches de libres par mois, mais c'est pas dans les mœurs, y a toujours des volontaires pour arrondir leur fin de mois. Si bien que les patrons maintiennent la cueille du dimanche comme un cadeau, qu'on supprime d'ailleurs comme sanction après une grève.

En hiver, sauf le dimanche après-midi, on ne voit pas le soleil de la semaine : on rentre avant son lever, on en sort après son coucher. En été, avec les congés, y a moins de monde et les champignons poussent plus vite, c'est pas rare de sortir vers 20 h ou 21 h 30 ; ça fait des semaines de 60-70 h et plus.

En plus, c'est très irrégulier : des jours de 10 à 12 h, d'autres de 6 à 7 h.

Y a bien une loi qui interdit de dépasser les 60 heures ; elle n'est pas respectée.

On sort abrutis de la cave. Faut un certain temps pour s'habituer à l'air extérieur ; beaucoup ont 20 à 30 km à se taper en mobylette, à 9 heures du soir ou sur le coup de 5 heures du matin ; on a retrouvé plusieurs gars refroidis dans le fossé.

Techniquement, ce serait possible de supprimer le boulot le dimanche, en doublant l'aération dans les caves ; c'est déjà réalisé dans un ou deux endroits.

D'abord, le décor, à broyer du noir : de la tuffe grise ternie par les traitements faits au fumier ou à la terre, par les gaz des tracteurs.

Ensuite, l'aération raréfiée, sinon le champignon pousse pas ou avec de grandes pattes. Pour les hommes, il faudrait que l'air soit changé une fois et demie toutes les heures. Le matin, au démarrage des tracteurs, faut bien trois quarts d'heure pour que les gaz s'évacuent.

Surtout, tous les produits essayés pour empêcher les « molles » de pousser (des champignons parasites déformés, pourris). Ils essaient tout un tas de trucs, ça pose toujours des problèmes de santé :

— Des « toiles » poussent sur la terre, si le champignon y touche, il est perdu, alors on saupoudre avec du « sanichlore ». Ça vole, si y en a beaucoup à brûler, au bout d'une heure on vit dans cette poussière. Des gens ont quitté les caves à cause de ce produit : les bronches atteintes, l'asthme.

— Une autre mixture, des gars se sont piqués : glandes sous les bras ; ils ont arrêté le produit après des semaines d'examen.

— Quand ils mettent le fumier à même le sol, pour l'isoler de la terre, ils ont étendu du ciment mêlé à de l'eau, le ciment séché, ça faisait une pellicule isolante, mais le plan de champignon au contact avec ce mélange irritait la gorge ; y a eu beaucoup d'arrêts de travail. Après des mois d'analyse, ils ont cessé l'expérience.

— Dans une autre cave, j'ai entendu dire qu'il y avait des saignement de nez, mais j'ai pas de précisions.

Avec tous leurs essais, même s'ils les arrêtent pour éviter le pire, on doit bien être intoxiqués.

A la cueille, faut prendre un veston qui ne sert qu'à ça, parce que ça use les manches, et puis tombe des caisses de l'eau couleur rouille qui traverse veston, chemise, maillot de corps et slip. Partout où y a une goutte de rouille, y a un trou. Qu'est-ce que ça produit à l'intérieur cette saloperie, on ne sait pas trop. C'est pas la prime de 50 F par an pour vêtement qui doit réparer les dégâts.

L'hygiène ? Connais pas !!! Qu'est-ce que c'est ???

Aucun vestiaire ; tu as dans un coin, à l'entrée de la cave, plusieurs pitons enfoncés dans la tuffe, tu accroches là tes fringues, à l'air humide, sous les gouttes tombant du plafond ; quand tu les reprends, t'as un de ces frissons dans le dos !

Les « chiottes » à l'égayée, au fond d'une galerie, dans un « racut ». Jamais

de flotte, jamais de savon, tu te torches avec du gros papier de sac de ciment, t'as l'humidité de la voûte qui te tombe sur les fesses. Tout y traîne là-dedans, puisqu'il n'y a aucun coin réservé pour les femmes.

Les w.c. dehors, mais ça perd du temps !

Des douches, il doit y en avoir dans 1 ou 2 caves sur 80.

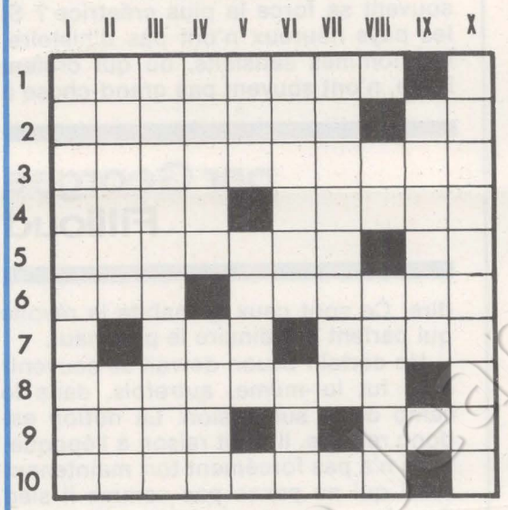
Encore heureux quand t'as plusieurs robinets de flotte, alors qu'on a toujours les mains « crado ».

Tu casses la croûte avec ça quelques fois pas tellement loin du « racut » des chiottes.

Les formes, c'est la fabrication du fumier, le purin court par terre, tu baignes les pieds dedans toute la journée. Jadis, il était fait avec du fumier de cheval : comme il se fait rare, on y ajoute maintenant des déchets de brasserie, du marc de café et aussi des ordures ménagères. 15 jours après le traitement, tout doit être pourri. Mais comme sur les caisses, il faut égaliser le fumier à la main, tu rencontres de temps en temps des aiguilles à faire des piqûres, des débris de verre ; ça traverse le gant. Y a eu beaucoup de blessures aux doigts et d'arrêts.

Mots croisés

PROBLEME N° 64



HORIZONTALEMENT :
1. Un des premiers rassemblements populaires. - 2. Un trousseau qui ne sert guère à un serrurier. Article. - 3. N'ont pas une grande liberté de mouvement. - 4. Un spectacle pas toujours de qualité. N'a d'intérêt que quand il est tendu. - 5. Particulièrement bien aimées. Symbole chimique. - 6. Ile de la Mer d'Irlande. Caucasien. - 7. Arrose Mulhouse. Participation financière. - 8. Informer. - 9. Rigole même si c'est une tuile. Fin d'infinitif. - 10. Vêtement léger.

VERTICALEMENT :
1. Avec une certaine distinction. - 2. Etat américain. Ne devait pas mourir noyé. - 3. Qui doit être dans le vent, et quel vent ! - 4. Rendit une veuve joyeuse. Parcourues. - 5. Lettre grecque. Ne manquait pas de souffle. - 6. Troncs rarement placés sous les statues de saint Antoine. Chef de groupe. - 7. Coule en U.r.s.s. - 8. Fin de participe. Reste, à ce qu'il paraît. - 9. Musicalement bien unis. - 10. Outil postal.

SOLUTION DU PROBLEME N° 63

HORIZONTALEMENT : 1. Traitement. - 2. Hurluberlu. - 3. Ebre. Ove. - 4. Seattle. Es. - 5. Aoste. Nana. - 6. UL. Eisden. - 7. Ris. Urus. - 8. Iquitos. Io. - 9. Susten. - 10. EE. Estonie.

VERTICALEMENT : 1. Thésauriser. - 2. Rubéolique. - 3. Arras. Sus. 4. Ilette. Ite. - 5. Tu. Teintes. - 6. EBOL (Lobe). Ont. - 7. Mévendus. - 8. Ere. AER (Réa). Un. - 9. NL. Ennui. - 10. Tulsa. Sole.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Un Druon bête et méchant

Il est ministre. Il a écrit des livres à succès. Il a vu, dit-il, 10 à 12 millions de téléspectateurs en six semaines. Il est même académicien. Mais il est bête et méchant. Et il est assez l'un et l'autre pour être dangereux.

Avant d'entrer au gouvernement, Maurice Druon n'était qu'un romancier — faisant à l'occasion du cinéma — dont il n'y avait pas grand-chose à dire. Sinon qu'il avait écrit, avec d'autres, « le Chant des partisans ».

Depuis qu'il a été appelé au pouvoir, il est pris de frémissements violents. Il l'a avoué. Cela le prend lorsqu'on lui parle d'anticulture. Le plus grave est qu'il entend décider lui-même, et seul, de ce qui est anticulturel et de ce qui ne l'est pas. En outre, le personnage paraît avoir le frémissement facile. D'autres ont cultivé, dès la barboteuse, les idées générales. Lui a attendu, pour faire connaître les siennes, d'être arrivé à la place qu'il occupe désormais. Il a déclaré : « Il est évident que l'intelligentzia ne se presse pas en rangs serrés pour la défense de la Ve République ». Il faut, en effet, que les rangs en question soient bien clairsemés pour que l'on ait pu choisir celui-là.

Jean Vilar me disait un jour : « Il faut se méfier de ceux qui prétendent définir les conditions de la création et lui donner un cadre. Lorsqu'ils parlent ainsi, c'est parce qu'ils veulent l'enfermer. » A l'époque, le successeur — à la déjà petite taille — d'André Malraux s'appelait Edmond Michelet. Il venait de commettre une réflexion malheureuse sur la prétendue nécessité de la pauvreté comme opératrice du bon théâtre. Mais le mal n'allait pas plus loin. C'était au fond, l'alibi dérisoire et maladroit des crédits trop minces pour être honnêtes. On n'en est plus là. Druon, lui, considère la culture comme un instrument de gouvernement ; ou, plutôt, les fonds dont il dispose comme un moyen de sélection entre les créateurs. C'est peut-être encore une chance qu'il ait décidé pour l'instant de ne se servir que de l'argent pour la ségrégation qu'il veut instituer.

Il n'y avait pas plus de violence et pas moins de franchise dans les propos du Dr Gœbbels. Mais ce dernier avait en charge non pas les Affaires culturelles, mais la propagande du IIIe Reich. Lui aussi condamnait la subversion et en donnait sa propre définition. A travers les temps, les régions et les hommes, cette définition ne varie guère : on qualifie de subversif tout ce qui gêne, tout ce qui conteste, tout ce qui contredit, tout ce qui refuse.

Le refus n'est-il pas, pourtant, un des mouvements principaux de l'expression artistique ? L'impulsion qui lui donne souvent sa force la plus créatrice ? Si les pays heureux n'ont pas d'histoire, les hommes satisfaits, ou qui croient l'être, n'ont souvent pas grand-chose à

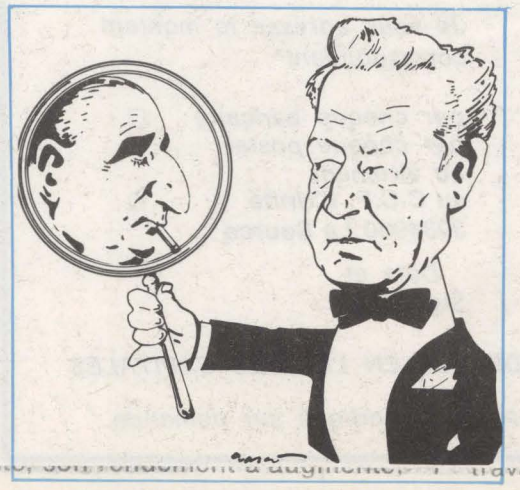
par Georges Fillioud

dire. Ce sont ceux qu'habite la révolte qui parlent d'ordinaire le plus haut.

Un certain Druon devrait se souvenir qu'il fut lui-même, autrefois, dans le camp de la subversion. La notion est donc relative. Il avait raison à l'époque. Mais n'a pas forcément tort maintenant celui qui ne pense pas comme il sied dans les « Grandes familles ». Il est vrai qu'au temps des partisans, Druon ne demandait pas d'argent. Mais il exigeait des autres et de lui-même davantage : des sacrifices pour la liberté. C'est pourtant le même qui vient d'écrire : « La liberté est le moyen sublime et dramatique dont l'homme dispose pour se détruire ou pour se construire... » Le même qui affirme tranquillement, un peu plus loin, que l'exercice de la liberté d'expression doit être assorti de quelques règles qui vont être « améliorées » et ajoute qu'il n'est pas « enclin à une particulière complaisance aux apologies de la dégradation de la personne humaine ».

La boucle est ainsi bouclée : il faut des règles, j'en fixerai et je les établirai d'après ma propre vision de l'homme, du monde et de la société.

Tant pis pour ceux qui ne voudront pas se couler dans le moule. D'avance, ils sont déclarés ennemis. Ils seront donc crucifiés sur la croix de Lorraine.



L'histoire des arts est pourtant peuplée des noms de ceux qui n'ont pas voulu hurler avec les loups. Molière en son temps, Picasso, Brecht, Soljenytsine, ont été, à certains moments, dénoncés. Que resterait-il de notre patrimoine culturel si ne s'y trouvaient les œuvres jugées par certains provocatrices ? La création d'ailleurs n'est-elle provocation ?

En présentant au Théâtre de France sa mise en scène des « Paravents » de Jean Genêt, Jean-Louis Barrault écrivait : « La provocation, contrairement à ce qu'elle peut paraître, est autre chose qu'une attaque. Le plus souvent, elle est une riposte. Riposte qui se traduit par un cri d'indignation... provocant. C'est d'abord l'existence, manigancée par la Société, et singulièrement par la société des « honnêtes gens », qui fourmille de provocations. Sans vouloir chercher le scandale et surtout parce que l'on n'en peut plus, on riposte par un cri qui rejette la provocation et l'on en renvoie un autre. Aussitôt, réaction stupéfiée de la secte des « honnêtes gens » qui, ayant perdu depuis longtemps la conscience de leur propre ignominie, réclament au nom de l'ordre, de leur ordre, sentence et châtiment. Qui des deux avait commencé ? ».

C'était en avril 1966. A la 12è représentation de la pièce de Genêt, des « paras » et des commandos d'« Occident » attaquèrent l'Odéon. Bagarres, blessés, bombes fumigènes. Et il en fut ainsi chaque soir, jusqu'à la fin des représentations. Jean-Louis Barrault tint bon.

Malraux était alors aux Affaires culturelles. Il défendit le théâtre, la liberté d'expression et l'œuvre. Par respect du droit à la création, même si — et c'est assuré — il ne partageait pas l'idéologie de l'auteur.

Druon devrait s'en souvenir et savoir que les rois ne sont pas seuls maudits. Il y a aussi des poètes.

Ce serait déjà très grave s'il ne s'agissait que de conformisme et d'académisme apportés au nom des valeurs du passé, qui ont leur prix, mais n'ont jamais prétendu figer l'art pour l'éternité.

Mais le pire peut arriver lorsqu'une fraction politique prétend contraindre la société qu'elle domine à accepter sa conception exclusive de l'expression artistique. C'est bien là la plus provocante des provocations.

Prenez garde, M. Druon, de n'être pas celui qui mettra des cocktails Molotov dans les mains des poètes qui, aujourd'hui, sont nues. Car ils ne sont pas faits pour la sébile. Ni pour la bombe. A moins que ce soit la dernière forme possible du cri.

IMPRIMERIE D'HEBDO TC